

LA PRESSE

100 ans de vie montréalaise

MONTRÉAL, LUNDI 18 JUIN 1984

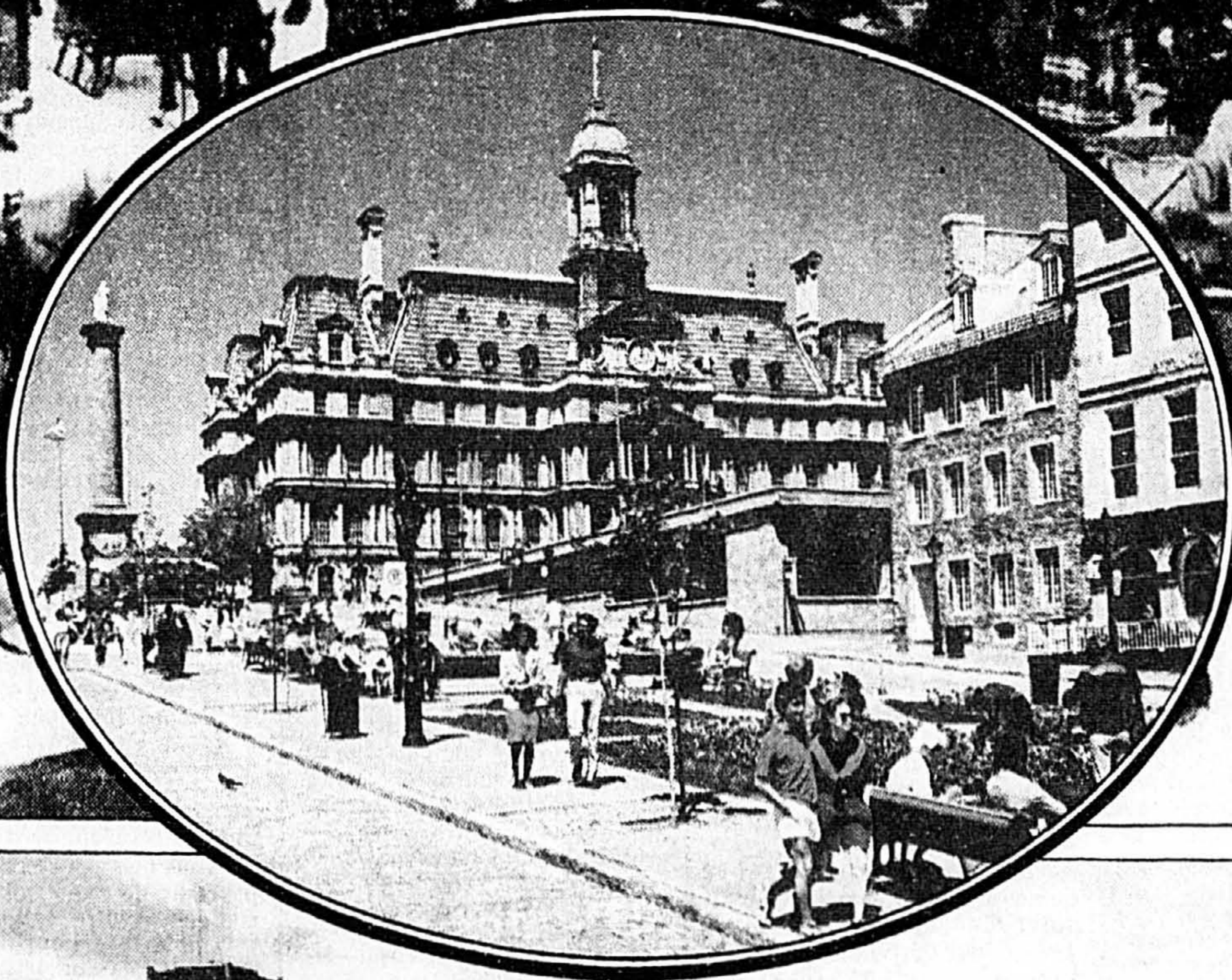
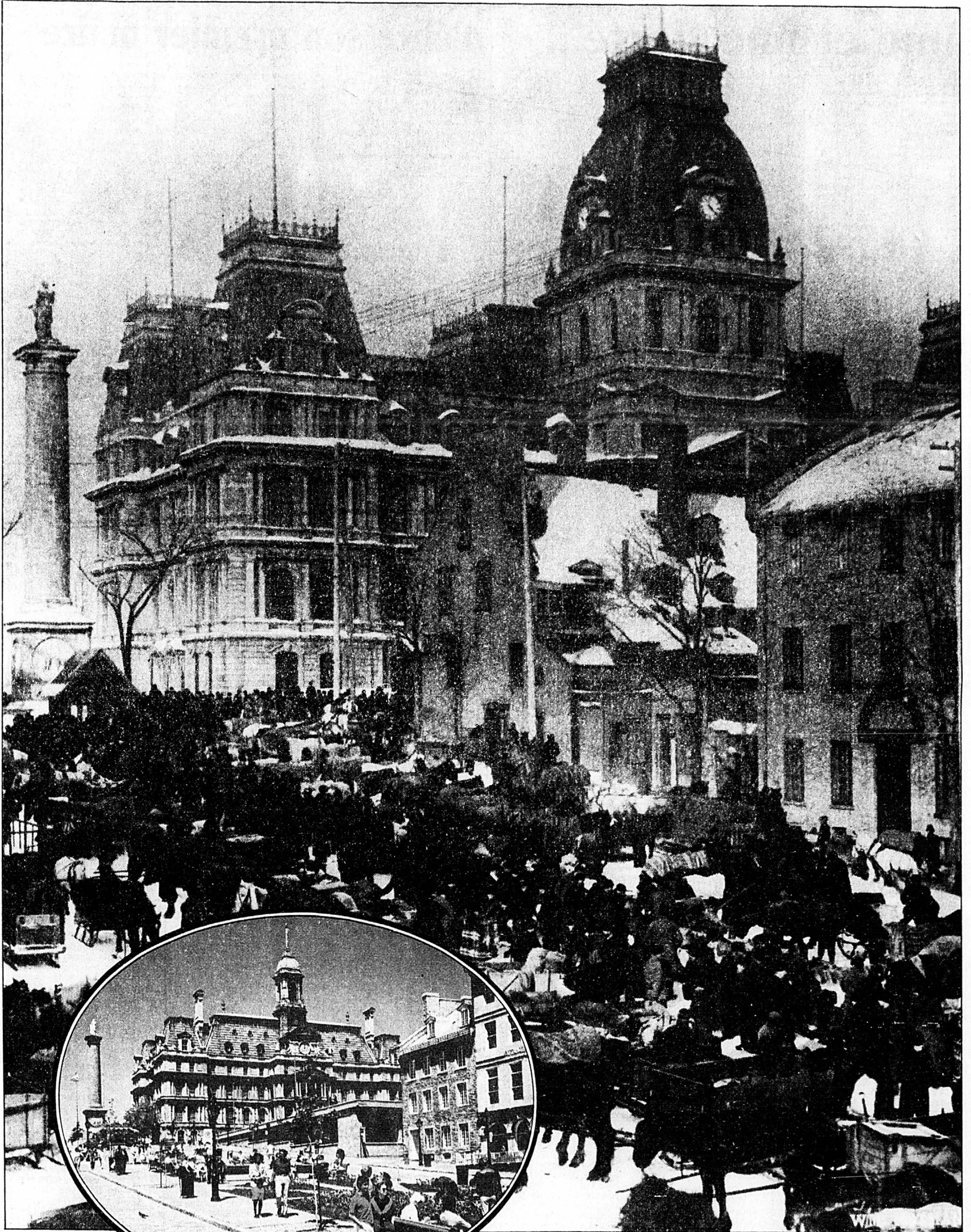
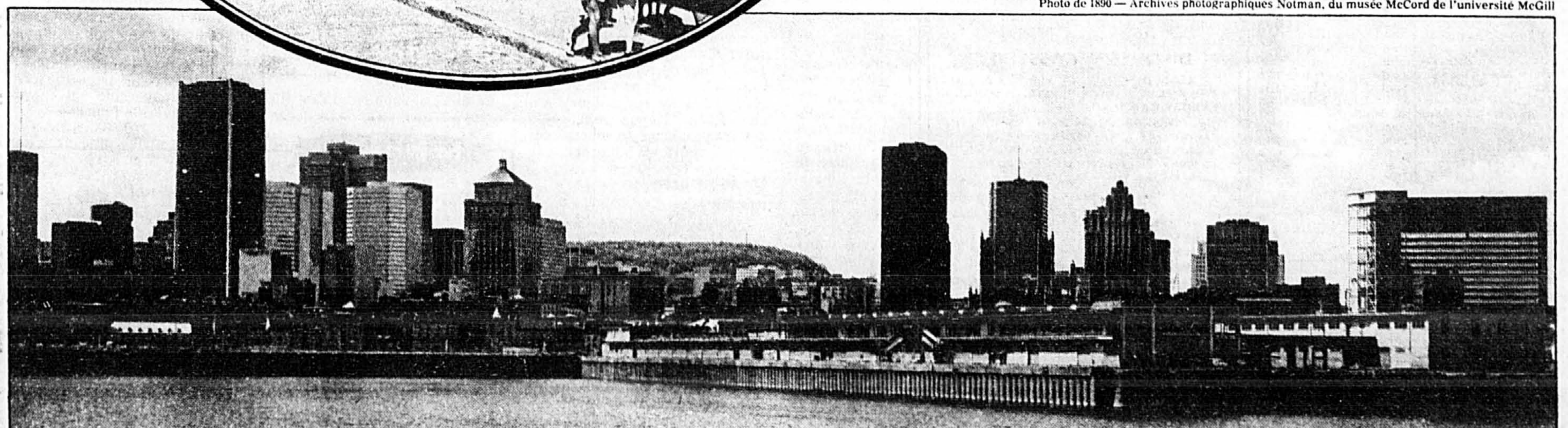


Photo de 1890 — Archives photographiques Notman, du musée McCord de l'université McGill



Photos Jean-Yves Létourneau, LA PRESSE — Conception graphique : Gilles Dussault

100 ANS DE VIE MONTRÉLAISE Une ville qui a une âme et une fierté...

Du village à la bourgade, de la petite ville à la grande métropole que nous connaissons, écrit Monsieur le maire. Montréal est devenue une VRAIE métropole cosmopolite.

Une ville où il fait bon vivre : théâtres, cinémas, salles de concert, festival de jazz, bistrot, d'excellentes expositions, de bons restaurants ; de nombreux quartiers ethniques ; une montagne pour aller gratuitement se rafraîchir, une île-sœur où les souvenirs d'Expo 67 vivent toujours, des piscines et de grands gymnases pour tous ; des transports en commun bien organisés, des universités, de grands boulevards, des arbres et des espaces verts, des marchés publics, de la charcuterie, de bons fromages et du vin à deux pas de chez soi, même le dimanche ; des librairies ouvertes sept jours par semaine ; des vêtements griffés par les grands couturiers d'Europe et d'Amérique offerts un peu partout, un Vieux-Port aménagé pour accueillir des visiteurs, quelques pistes cyclables et des milliers de joggeurs, etc.

Une vraie métropole !
Tout ceci, c'est maintenant. Il y eut hier. Un hier rempli d'images et de souvenirs pour les vieux Montréalais d'origine et les autres.

Tous les 35 ans et plus se souviennent encore des tramways avec leurs sièges de paille-rotin, des pavés des rues où les talons aiguilles de ces dames s'accrochaient, du laitier qui déposait, à l'aube, du lait frais protégé par deux pouces de crème épaisse, du marchand de blocs de glace et de charbon et de la roulotte-faiseuse-vendeuse de patates frites, du gendarme qui passait à l'aube et de l'affûteur de couteaux qui s'annonçait avec une clochette.

Souvenir aussi de la Grande Visite. Car de tout temps, il y eut des visiteurs de marque



dans la ville. Des rois et des reines entre autres. Des milliers de Montréalais se pressaient alors sur les trottoirs pour voir passer les cortèges royaux et princiers. On y vendait des souvenirs, on y louait des chaises, les balcons supportaient à peine ces curieux respectueux. Il y eut aussi la foule délirante du Vive le Québec libre du Général de Gaulle sur le balcon de l'hôtel de ville.

Mais personne n'a oublié le défilé-parade de la Saint-Jean Baptiste et ses chars allégoriques si colorés à l'époque où le petit Baptiste vivant (le garçonnet le plus envié de la ville ce jour-là), ne « servait » aucun regroupement politique.

Que dire aussi des processions de la Fête-Dieu où, dans toutes les paroisses de la ville, des milliers de familles suivaient le prêtre dans la rue en récitant des prières et en rendant grâce à Dieu... tandis que, dans un certain quartier du bas de la ville, de belles demoiselles s'offraient aux clients dans les fenêtres des maisons du Red Light.

Cependant, c'est à Montréal que le quotidien de la situation des femmes a le plus rapidement évolué pour se répandre par la suite à travers la province.

Puis la ville a grandi, a acquis une importance sociale, culturelle et économique considérable sur toutes les scènes du monde. Ses moyens de communications avec la province, le Canada, les États-Unis et l'Europe se sont élargis. Ses échanges se sont multipliés.

La vie de quartier a tranquillement pris la couleur de ses nouveaux venus. Les Italiens ont leur Petite Italie autour de la rue Jean-Talon, les Grecs s'installent près de l'avenue du Parc, les Chinois s'organisent ailleurs, les Portugais et les Haïtiens font de même.

La Place Ville-Marie pointe vers le ciel entourée d'édifices tous de plus en plus modernes. Dans l'Est, l'imposant Stade olympique attend toujours son toit et le Village olympique s'impose, si bizarre soit-il de voir installé là !

La rue Sainte-Catherine grouille toujours de monde.

Sur la montagne, verte l'été et blanche l'hiver, la Croix du Mont-Royal veille sur cette grande métropole cosmopolite qui était une petite ville...

Une petite ville qui a appris son histoire des habitants de la bourgade qui, eux, racontaient le passé du village.

Un passé raconté dans les pierres de vieilles bâtisses qui reposent à l'ombre de très hauts édifices de verre où se réveille et s'endort le soleil.

Pour tout ça et bien d'autres choses, Montréal est une belle ville. Et parfois, au coin d'une rue, soudainement, vous sentez qu'elle a une âme et une fierté.

CLAUDETTE TOUGAS
adjointe au directeur
de l'information

Montréal aura attendu presque 200 ans avant d'élire son premier maire

Reconnu comme le fondateur de Montréal, Monsieur de Maisonneuve n'en fut cependant jamais le maire. Ce n'est qu'en 1833, presque 200 ans après sa fondation, que Montréal connut son premier maire.

DENIS MASSE

Le régime municipal fut presque inconnu sous la domination française. À la place, Montréal, en raison de son importance, eut des gouverneurs spécialement nommés pour l'administrer.

Le gouverneur de la ville administrait seul les affaires publiques, sans que le peuple fut consulté ; il gouvernait en maître absolu (les choses ont-elles tellement changé ?).

Après la conquête, il y eut une brève période de gouverneurs militaires, puis l'on passa au régime des juges de paix, espèces de délégués parlementaires chargés d'exécuter les ordonnances relatives à la municipalité.

L'administration par des juges de paix continua jusqu'en 1832. La ville comptait alors 27 297 habitants et les méthodes primitives de gestion étant devenues insuffisantes, Montréal fut instituée en corporation et des citoyens furent appelés pour la première fois dans leur histoire à élire des représentants de leur choix.

Le commandeur Jacques Viger

Ce premier conseil était composé de 16 conseillers et il lui appartenait de désigner l'un d'entre eux au fauteuil de maire. Ce fut Jacques Viger, celui qu'on n'appelait pas autrement que le commandeur Viger, homme de grande érudition, qui passa sa vie à faire des recherches sur l'histoire de notre pays. Rien d'étonnant à ce que son nom ait été donné maintenant à la Commission paramunicipale chargée de veiller à la conservation du patrimoine historique de Montréal.

Mais le régime temporaire de 1833 ne fut pas renouvelé à son terme en 1836, fort probablement à cause des troubles qui précéderent l'insurrection de 1837-38, et le système d'administration par juges de paix fut rétabli.

En 1840, la population de la ville s'élevait à 40 356 âmes et le peuple réclamait à grands cris un nouvel acte d'incorporation. Il lui fut accordé et, bientôt, un conseil composé cette fois de 18 membres prenait les rênes du pouvoir.

L'acte d'incorporation de 1840 en vertu duquel le conseil était constitué, est la charte qui, bien que modifiée et remaniée bien des fois, est parvenue à survivre jusqu'à nos jours.

Le premier « vrai » : Peter McGill

Le premier maire du nouveau régime institué en 1840 fut l'honorable Peter McGill. Né en Écosse et venu à Montréal à l'âge de 20 ans, il était le neveu de James McGill, le fondateur de l'université du même nom. Personne, du moins aucun Écossais, ne fut plus respecté et adulé que cet homme devenant, à 51 ans, le premier d'une longue dynastie de 37 maires. Jean Drapeau est le 37e maire de Montréal mais il y en a eu un 38e, Sarto Fournier, qui a accompli un mandat intercalaire entre la première apparition de notre recordman et celle qui a maintenant duré plus de 25 ans !

La liste des maires est longue de 1840 à 1900 parce que durant cette période de 60 ans, ceux-ci étaient élus pour un an seulement. À compter de 1900, leur mandat fut élargi à deux ans. De nos jours, il est de quatre ans.

Pendant un certain temps, la mode favorisait un certain système d'alternance, c'est-à-dire qu'un maire francophone était suivi d'un anglophone, à peu près à tour de rôle. Cette coutume semble avoir pris fin avec le règne de deux ans d'Henry Archer Ekers. Depuis 1908, seuls des francophones se sont succédés à la mairie de Montréal.

Un futur premier ministre

L'un des anglophones les plus notoires fut l'honorable sir John Joseph Caldwell Abbott, deux fois porté à la mairie, en 1887 et en 1888. Déjà ministre du cabinet MacDonald, il allait être choisi à la mort de ce dernier, en 1891, pour lui succéder et devenir le troisième premier ministre du pays. Cette nomination n'était qu'un compromis politique, mais Abbott se révéla un habile stratège et eût connu sans doute un fructueux mandat si la maladie ne l'avait pas contraint



Médéric Martin

à démissionner dès l'année suivante. Il s'éteignit à son tour à Montréal en 1893.

Le géant Camillien

Mais celui qui domina toute la vie politique des années 30 jusqu'à l'avènement de l'ère Drapeau, fut sans contredit Camillien Houde, l'une des figures les plus populaires de son temps et aussi l'une des plus pittoresques. Même absent de l'hôtel de ville, notamment pendant la longue période de réclusion que lui avaient valu ses propos hostiles à la loi de la conscription, l'influence du « champion des libérés » était encore manifeste. Houde était un tribun prodigieux et il se sentait parfaitement à l'aise au milieu des foules qui l'adulaient.

Il était entré à l'hôtel de ville en 1928 à la suite d'une élection qui était en même temps un référendum sur l'heure avancée, nouveau système qui permettait d'arracher une heure au soleil et dont la discussion pour ou contre avait déchaîné les passions. En l'emportant par 20 000 voix de majorité, il avait défait le réputé « invincible » Médéric Martin. Celui-ci rentrait dans l'ombre après un règne de 12 ans à l'hôtel de ville.

Martin avait du panache

Martin avait l'aspect d'un patricien et portait le verbe haut. Selon Roger Duhamel, qui le dépeint en quelques lignes, « son abondante chevelure blanche lui conférait une distinction d'emprunt que son langage truculent avait tôt fait de contredire ». Il garda facilement la faveur populaire pendant dix ans d'affilée, de 1914 à 1924, et triompha encore en 1926 jusqu'à ce qu'il morde la poussière aux mains de Camillien, lui qui, entre autres choses, laissa son prénom aux vestepasennes qu'il fit installer un peu partout dans les parcs publics.

Le diable Beaudry

Jean-Louis Beaudry, surnommé « le diable » à cause de son affiliation avec les Fils de la liberté, fut d'abord élu à quatre reprises entre 1862 et 1866, puis reporté au pouvoir de 1877 à 1879 et encore de 1881 à 1885. C'est dans son propre salon que fut signé le manifeste des Fils de la liberté, une association de jeunes Canadiens français qui voulaient contrecarrer les agissements du Doric Club.

Beaudry, marchand prospère, l'une des personnalités les plus remarquables qui aient fait partie de l'administration civile de Montréal, connut un sort semblable à celui de Camillien Houde : à la suite de la rébellion de 1837, partisan de Papineau, il dut s'expatrier et ne revint à Montréal qu'après la proclamation de l'amnistie.

Après avoir été élu maire pas moins de dix fois, il dut plier l'échine devant un patriote excentrique, un journaliste volontiers pamphlétaire, un franc-maçon avoué marié à une protestante américaine, nul autre que Honoré Beaugrand.

Apôtre de la vaccination

Celui-ci, au moment d'être élu maire à 37 ans, vient de fonder le

journal La Patrie qu'il vendra douze ans plus tard à Israël Tarte pour \$30 000. Beaugrand sera réélu l'année suivante.

Alors qu'il règne sur Montréal, une épidémie de petite vérole décime la population ; la maladie fait plus de 3000 victimes dont les deux-tiers chez les enfants. Beaugrand préconise la vaccination obligatoire. Ce remède si peu orthodoxe souleva l'opposition d'un grand nombre et amena le docteur Emile Coderre à fonder le journal L'Antivaccinateur canadien-français qui se fera l'écho des protestataires.

Différent de tous, Beaugrand montre encore une facette d'un tempérament réactionnaire en annonçant, après deux mandats à la mairie, qu'« au nom de l'alternance, la justice exige de laisser la place à un maire anglophone » et il se tourne vers la politique provinciale. C'est à ce moment que Abbott entre en scène.

Le Dr Nelson a connu la prison

Incarcéré lui aussi pour ses idées politiques, le réformateur Dr Wolfred Nelson fut maire de Montréal de 1851 à 1854. Fils d'un Loyaliste américain, Nelson devint médecin à Sorel et pratiqua à Saint-Denis où il s'acquittait d'une clientèle florissante.



Camillien Houde

La part qu'il prit aux troubles de 1837 est bien connue et la victoire qu'il remporta à Saint-Denis le rendit célèbre. Finalement, il fut exilé et ne revint qu'en 1842. En revanche de son incarcération de sept mois à Montréal, il devint en 1857 inspecteur des prisons. Il devint subseqüemment président du Collège des médecins.

Son nom restera toujours vénéré avec celui de Papineau comme défenseur des libertés constitutionnelles.

Alphonse Desjardins au secours du pape

Montréal eut en 1893 un maire remarquable du nom d'Alphonse Desjardins, mais il ne s'agit pas du futur fondateur du mouvement coopératif et des caisses populaires. Au contraire, cet Alphonse Desjardins fut pendant quelques années président de la Banque Jacques-Cartier devenue plus tard la Banque Provinciale du Canada.

Avocat, il renonça finalement à cette profession pour se vouer entièrement au journalisme et devint rédacteur en chef du Nouveau-Monde. C'est à cette époque qu'il reçut la décoration de chevalier de l'Ordre de Pie IX en récompense des services rendus au Saint-Siège. Il avait pris une part active à l'organisation des contingents de zouaves envoyés à la défense du pape attaqué par les troupes italiennes.

Alors qu'il était maire de Montréal, il eut l'occasion de montrer la fermeté de ses principes en refusant de recevoir officiellement les officiers du vaisseau de guerre italien Etna, en visite à Montréal, prétendant que, en sa qualité de catholique, il ne pouvait reconnaître l'autorité souveraine qu'opprimait le Souverain Pontife.

Une monographie de Montréal

Le défi était de taille. En guise de couronnement de la série de cahiers thématiques offerts par LA PRESSE pour marquer sa centième année de publication, l'équipe du centenaire s'était mis dans la tête, en août dernier, de publier en juin un super-numéro, intitulé « 100 ans de vie montréalaise », et d'en faire une véritable monographie de Montréal et de ceux qui l'habitent depuis cent ans.

Tous les moyens ont été pris pour que ce cahier satisfasse à nos aspirations initiales. À commencer par la mise à contribution d'une quinzaine de journalistes et de collaborateurs dont l'amour de Montréal ne se dément pas, et dont MM. Jean Dra-

peau et Pierre DesMarais II ne sont d'ailleurs pas les moindres ! Il va sans dire que les trois journalistes attirés à la chose municipale, Florian Bernard, Yvon Laberge et Denis Masse, ont largement contribué au succès de ce cahier thématique en s'impliquant à fond non seulement dans la rédaction des textes, mais également dans l'élaboration de l'ossature rédactionnelle du cahier.

De son côté, comme elle le fait systématiquement depuis octobre dernier, la direction de l'information de LA PRESSE n'a rien négligé pour que LES cahiers « 100 ans de vie montréalaise » — car il y en a deux — soient à la mesure de l'importance

qu'occupe Montréal dans notre vécu quotidien, en assurant notamment à l'équipe de rédaction tout l'espace nécessaire pour loger et bien illustrer la cinquantaine de textes.

Nous croyons avoir relevé le défi : à vous d'en juger.

Nous vous souhaitons donc bonne lecture, tout en vous rappelant que « 100 ans de culture », le sixième et dernier de la série, sera publié le 17 septembre prochain. Et l'année se terminera par une dernière surprise, le 20 octobre. Ce sont deux dates à retenir.

GUY PINARD
coordonnateur

Le seul slogan de Jean Drapeau à l'élection de 1954: Réalisations!

NDLR — Au moment de l'arrivée au pouvoir de Jean Drapeau, en 1954, Jacques Delisle était chroniqueur municipal à LA PRESSE (il est aujourd'hui attaché de presse au bureau du président). Il nous raconte comment cela s'est passé

Changement de mode d'administration municipale...

JACQUES DELISLE
Collaboration spéciale

« Redonner aux contribuables le goût de la chose municipale. Depuis trop longtemps, nous n'avons pas de véritables élections... »

« Tirer Montréal de l'apathie, du laisser-aller. Moins parler, moins proposer de plans. Annoncer moins de projets. Les réaliser. »

« Aborder de front et tout de suite des problèmes criants qui se nomment : circulation, logement, stationnement, transport en commun, taudis, travaux. N'en plus parler, mais les résoudre. »

Enfin : « Créer un nouveau climat. Faire comprendre à tous : propriétaires, locataires, riches et humbles contribuables, que Montréal glisse dans l'inaction. Donc un seul mot : RÉALISATIONS ! »

Voilà comment LA PRESSE, dans son édition du 4 septem-

bre 1954, rapportait les grandes lignes du programme électoral de la première campagne à la mairie de Jean Drapeau à l'occasion du lancement officiel, la veille, de la campagne électorale, programme qui se résumait en douze lettres : « Réalisations ! ». Est-il nécessaire de rappeler qu'au terme de cette campagne, le 25 octobre 1954, M. Drapeau était élu maire de la métropole.

L'arrivée de Jean Drapeau à l'hôtel de ville, en compagnie de 22 candidats élus de la Ligue d'action civique à ses côtés, sera peut-être considérée par les historiens des dernières décennies comme le stimulant qu'il fallait à d'autres hommes politiques canadiens-français réformateurs, pour se lancer en politique, en d'autres sphères gouvernementales. La chose avait été tentée par M. Drapeau, et réussie. Elle était maintenant possible...

Aux premiers rangs des conseillers élus de la LAC, Pierre DesMarais père, le Dr Ruben Lévesque, Lucien Saulnier, Roger Sigouin, Joseph-Napoléon Drapeau, père du nouveau maire.

Une cérémonie solennelle marqua, en présence de plus d'un millier de personnes, dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville, la prestation du serment du nouveau maire et d'un certain nombre d'élus qui ne faisaient pas l'objet d'un recomptage.

Me Drapeau devenait donc le 37e maire de Montréal. Il avait 38 ans, une charmante épouse et trois garçons, âgés de 7, 6 et 4 ans.

Le 7 novembre, le nouveau maire entreprenait la visite de tous les employés municipaux. « 10 000 poignées de mains », titrait un journal ce jour-là.

Le 9 novembre, Me Drapeau siégeait pour la première fois, mais brièvement, au comité exécutif. Le 11, il prêtait serment d'office comme membre de la Commission métropolitaine de Montréal et assistait à la majeure partie de la séance ce jour-là.

Cette année déjà merveilleuse pour le premier citoyen de Montréal devait se terminer par un couronnement. Le 16 décembre, Jean Drapeau était choisi l'homme de l'année au Canada. D'un bout à l'autre du pays, les directeurs de l'information des journaux clients de la British United Press, procédant par bulletin secret, avaient choisi la figure dominante de l'actualité canadienne à leurs yeux.

C'est Jean Drapeau qui l'emporta. Et en annonçant la nouvelle, la dépêche de la BUP se terminait en ces termes : « Homme de l'année au Canada, Jean Drapeau, actif, intelligent, travailleur, surtout réaliste, entreprend une besogne colossale ! »

la presse
100 ans

100 ans de vie montréalaise

Coordination:
GUY PINARD

Graphisme:
ROLAND FORGET et
GILLES DUSSAULT

Mise en page:
PIERRE-PAUL
GAGNÉ
et JACQUES GAGNON

Photothèque:
GÉRARD MONETTE

Recherche:
SUZANNE ST. JAMES

Révision des textes:
JEAN TAILLEFER

La structure administrative

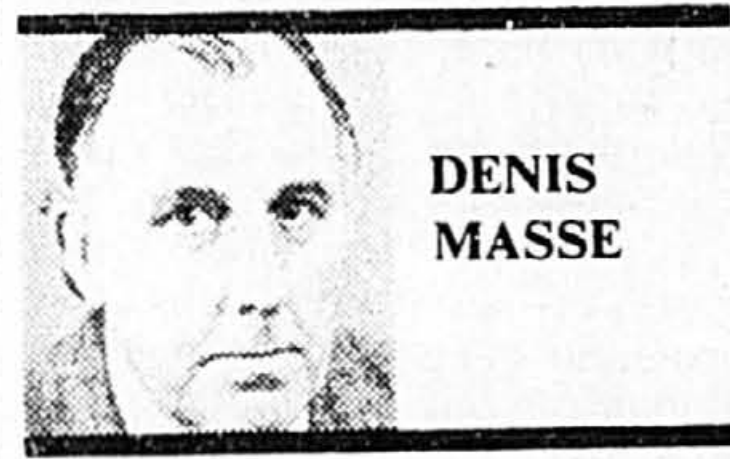
Montréal occupe son cinquième hôtel de ville



Photothèque LA PRESSE

Les travaux de reconstruction de l'hôtel de ville, détruit par l'incendie de 1922, tirent à leur fin.

Cette nuit-là, le maire Médéric Martin éprouva le choc de sa vie. Brisé de fatigue après une semaine de travaux à l'Assemblée législative de Québec, il dormait d'un sommeil de plomb quand des collègues vinrent lui apprendre que l'hôtel de ville flambait.



DENIS MASSE

Vingt minutes plus tard, les habits défaits contrairement à ses habitudes d'élégance, à mi-hauteur d'une échelle de pompiers, le maire tentait d'atteindre son bureau du 2^e étage, de sauver au moins quelques papiers importants. Il dut redescendre, obéissant aux conseils des pompiers qui l'avaient informé du danger imminent de voir le toit s'effondrer.

À l'aube, il ne restait plus que ruines fumantes. Seuls les murs de pierre, toujours debouts, témoignaient de la rage de l'incendie. La catastrophe, inexplicable, était survenue dans la nuit du vendredi 3 mars 1922 au samedi 4 mars. En cinq heures, le feu avait rasé le prestigieux édifice de style Renaissance, inauguré 44 ans plus tôt par le 11^e maire de Montréal, l'honorable Jean-Louis Beaudry.

L'immeuble de deux étages avec mansarde dans les combles (donc légèrement différent de celui que l'on connaît actuellement), s'élevait sur l'emplace-

ment des jardins du gouverneur que les Pères Jésuites avaient perdus dans la confiscation de leurs biens après la Conquête.

Perreault et Hutchison, architectes

Deux architectes de renom s'étaient associés pour en établir les plans et surveiller la construction. Arpenteur devenu architecte comme son père, Maurice Perreault avait pour oncle le fameux John Ostell à qui l'on devait l'église Notre-Dame et quelques autres beaux édifices de Montréal.

Au moment de travailler à la réalisation de l'hôtel de ville, il compte déjà à son crédit de nobles et beaux bâtiments : le bureau de poste de la place d'Armes aujourd'hui démoli, la Banque Jacques-Cartier qui deviendra la Banque Provinciale, la Banque du Peuple dont nous pouvons voir encore les ruines calcinées, rue Saint-Jacques. Il sera également l'auteur du Monument national, du Palais de justice, de l'université Laval.

Son associé, Alexander Cooper Hutchison, a appris de son père le métier de tailleur de pierre. C'est lui qui réalisera, entre autres, l'édifice de LA PRESSE.

La pose de la première pierre avait eu lieu en 1872 et l'édifice avait été terminé en 1878. Dans l'ensemble, il ressemblait à l'hôtel de ville de Paris dont Perreault s'était inspiré.

D'un lieu à un autre

Pendant toute la période où la ville avait été administrée par des juges de paix (1796 à 1833), les réunions de nos gestionnaires avaient eu lieu au Palais de justice.

Avec l'avènement d'un nouveau gouvernement municipal, en 1840 (une première expérience avait été tentée en 1833 pour trois ans), notre second maire, Peter McGill, décidait de louer une bâtisse nouvellement construite rue Notre-Dame, entre les rues Saint-François-Xavier et Saint-Jean, appartenant à Madame Saveuse de Beaujeu.

Nos administrateurs semblent y avoir vécu des jours paisibles pendant cinq ans mais en février 1845, Madame de Beaujeu désirant accroître ses revenus, avise le conseil qu'elle augmente leur loyer annuel d'une somme additionnelle de 75 livres. Mal lui en prit, le conseil décida illico de déménager dans la bâtisse de l'Aqueduc Hayes, récemment acquise par la Ville au prix de 50 000 livres.

Ce bâtiment en pierre de taille était situé au no 22 de la rue Notre-Dame, côté sud, à l'est de la rue Bonsecours (il fut plus tard déménagé dans la bâtisse de l'Aqueduc Hayes, récemment acquise par la Ville au prix de 50 000 livres).

Le conseil faillit périr noyé

On raconte, dans l'Histoire de la Corporation de Montréal, qu'un jour, en pleine séance du conseil, une fissure se produisit dans le réservoir et l'eau dévalant en torrent à travers tout l'immeuble faillit noyer le maire et ses conseillers.

Il n'en fallut pas davantage pour convaincre nos édiles de s'installer ailleurs. La construction d'un vaste édifice qui abriterait en même temps le marché, fut décidée. Ce fut le marché Bonsecours. Commencé en 1845 d'après des plans de l'architecte William Footner, l'édifice fut inauguré le 24 janvier 1852 par le maire Charles Wilson qui y tenait la première séance du conseil.

Pendant les 26 ans qui suivirent, c'est-à-dire jusqu'en 1878, date de l'inauguration du premier palais municipal de la rue Notre-Dame, le vieux marché Bonsecours fut non seulement le centre de toutes les activités municipales mais aussi des manifestations sociales et artistiques de notre ville à cette époque. Le récit des nombreux événements

historiques qui se sont déroulés dans son enceinte, pourrait à lui seul remplir un volume.

Mais Montréal croissait rapidement. La ville comptait maintenant plus de 100 000 habitants. Il fallut envisager la construction d'un hôtel de ville qui serait vraiment digne de la métropole du pays.

Après l'incendie de 1922, nos administrateurs logèrent dans plusieurs locaux de fortune, même à la bibliothèque de la rue Sherbrooke.

Sur le même emplacement

Il fut décidé de rebâtir le nouvel hôtel de ville, le 5^e depuis l'incorporation de la ville, sur le même emplacement que celui qui venait d'être détruit. Les murs ayant été épargnés, il fut décidé de les conserver sans toutefois les utiliser comme points d'appui. On érigea donc, à l'inté-

rieur, une charpente métallique entièrement indépendante des murs extérieurs. Dans les combles, fut aménagé un étage additionnel.

Cette fois, les travaux furent confiés à l'architecte de la ville, J.D.L. Lafrenière. L'aménagement du nouveau bâtiment n'était pas complètement terminé quand se déroula, en grand apparat, le 15 février 1926, la cérémonie de l'ouverture officielle de l'hôtel de ville actuel. L'honneur en revint au maire Charles Duquette. Les dames avaient alors été admises pour la première fois sur le parquet du conseil.

L'administration municipale dut faire un emprunt de \$1,5 million pour la reconstruction de l'immeuble. Cette dette fut remboursée par un impôt foncier spécial. L'architecte municipal et ses acolytes durent préparer

pas moins de 7 000 à 8 000 plans de détail.

Le balcon d'un soir

Comment ne pas parler d'un tout simple balcon à colonnes surplombant les portes centrales de la rue Notre-Dame, d'où, le 24 juillet 1967, le général Charles de Gaulle, devant une foule hystérique, lança son fameux « Vive le Québec... libre ! ».

Ce balcon attenant, à l'époque, au bureau du commissaire Maurice Landes, n'avait jamais accueilli de tête couronnée ou même de chef d'État avant ce soir mémorable. Presque sacré, il n'a jamais non plus été réutilisé par la suite. C'est un simple ornement architectural que l'on montre aujourd'hui du doigt aux visiteurs parce qu'il a connu une notoriété égale à celle de son illustre occupant d'un soir.



L'hôtel de ville actuel, photographié après l'incendie de 1922, alors que les travaux de reconstruction tiraient à leur fin.

La structure administrative

Il était une fois un fief qui est devenu une communauté urbaine

L'établissement de Montréal date de 1640. La Compagnie des cent associés avait obtenu du roi de France, en 1627, une concession qui fut cédée en 1640 à Pierre Chevrier, sieur de Faucamp, et à Hierosme Le Royer, sieur de La Dauversière. Ce fief de l'époque, bien modeste, contenu dans une bande de forêt le long du Saint-Laurent avec quelques pointes s'avancant vers l'intérieur, était encore loin du « grand Montréal » métropolitain des années 1970, avec la création de la Communauté urbaine de Montréal.

FLORIAN BERNARD

L'ordonnance royale de 1647 contient la description géographique de Montréal: le fief est situé le long du Saint-Laurent, entre le lac Saint-Pierre et le lac Saint-Louis, à la pointe qui regarde le nord-est, tirant en toute sa largeur vers le sud-ouest, jusqu'à la montagne de Montréal (le Mont-Royal), et par-delà icelle montagne encore quatre lieues françaises se déchargeant dans le canal qui sépare ladite île d'une autre appelée île Jésus...

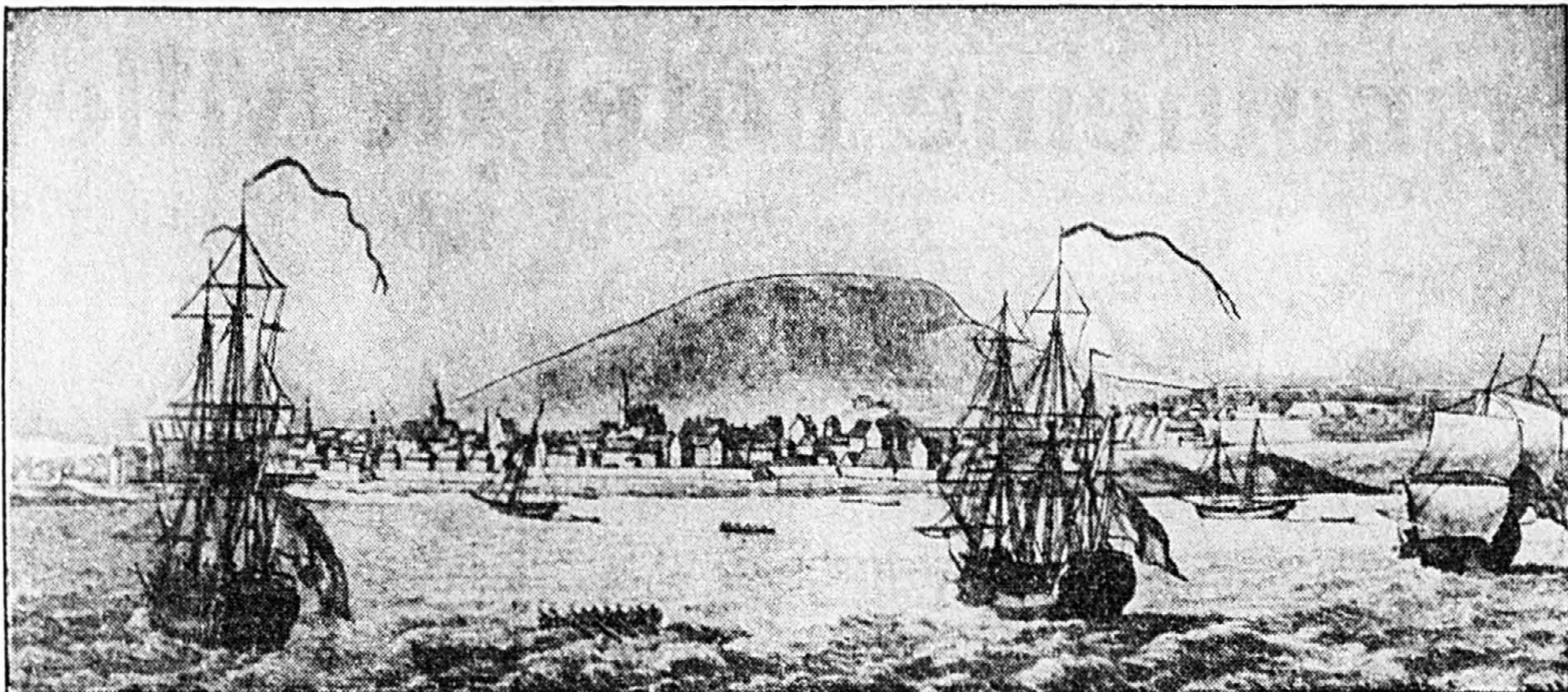
Le 18 mai 1642, à la tête d'une expédition de soldats et d'ouvriers, Paul Chomedey de Maisonneuve prend la gouverne de Montréal au nom de la société Notre-Dame et s'installe à la Pointe-à-Callières. Il a pour mission d'administrer la colonie et de rendre la justice au nom du roi de France. Le gouverneur administrait seul toutes les affaires de Montréal, sans consulter le peuple. Il ne relevait que de l'autorité du Conseil souverain. Il était le premier magistrat et le commandant militaire de Montréal et son autorité n'était pas entravée par un conseil municipal ou par un électoral...

Il en fut ainsi — ou à peu près — jusqu'à l'introduction du régime municipal dans le Bas-Canada, vers 1840. Il fallut attendre jusqu'en 1833 pour qu'il y ait une élection à Montréal. La première séance du conseil eut lieu le 5 juin 1833 et Jacques Viger fut élu maire par ses pairs.

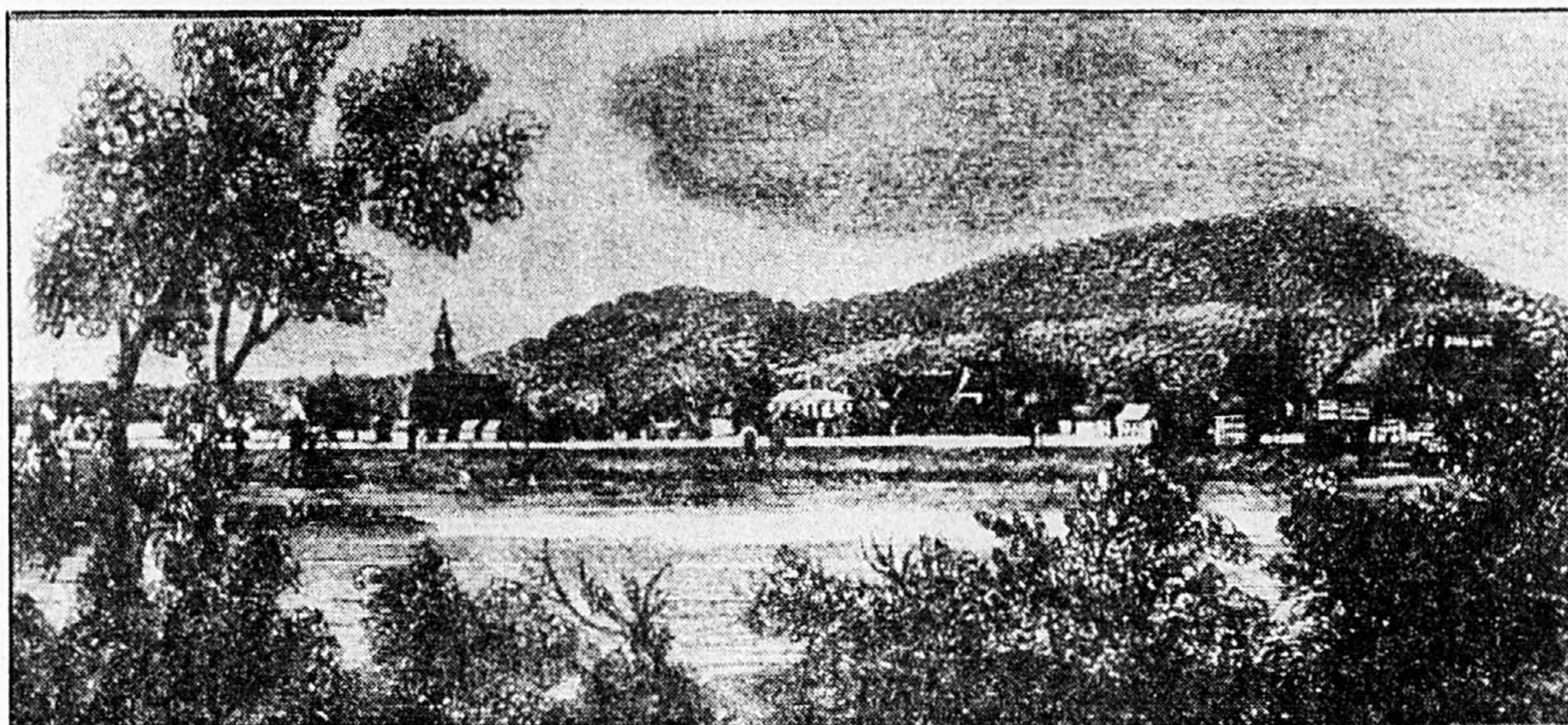
Montréal il y a 100 ans

La population de Montréal était d'environ 125 000 vers 1884, année où fut fondée LA PRESSE. Depuis 1874 le nom corporatif était devenu celui de « Cité de Montréal ». En 1889, sous le règne du maire Abbott, une nouvelle charte fut adoptée, délimitant le territoire de la ville et ses responsabilités. Montréal possédait alors 17 quartiers (il en existe 54 aujourd'hui) et le conseil s'était donné le pouvoir d'étendre ses limites et d'annexer les municipalités voisines.

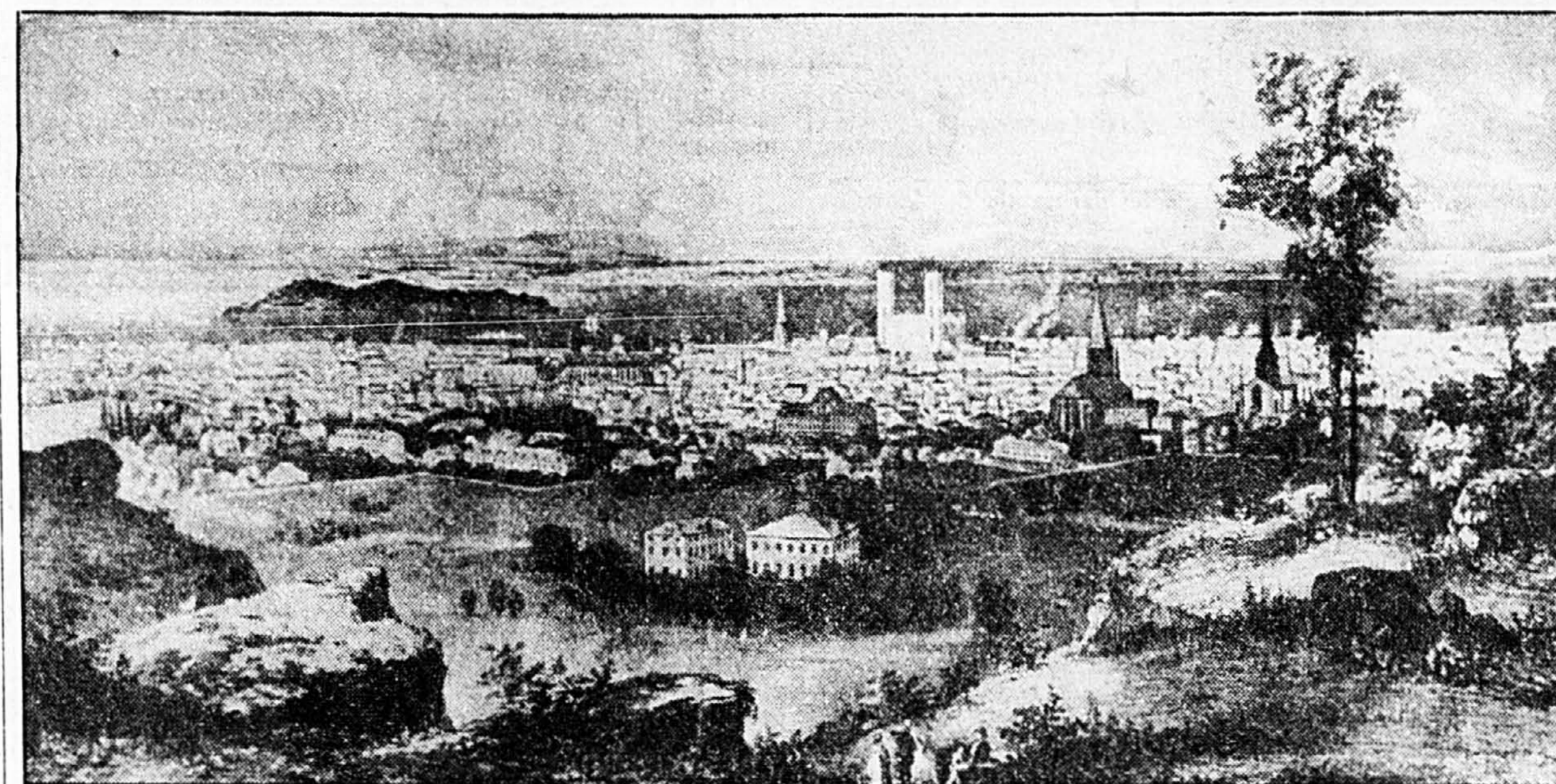
Ce « pouvoir d'annexion » fut largement utilisé par les dirigeants de Montréal. En une quarantaine d'années, Montréal annexa une quarantaine de municipalités ou parties de ces dernières. Une moyenne d'une annexion par année! Les Montréalais d'aujourd'hui savent-ils que plusieurs quartiers de la métropole ont conservé le nom de leur ancienne ville annexée? C'est le cas de Saint-Louis, Viauville, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Henri-des-Tanneries, Côte-Saint-Paul, Ville-Emard, Maisonneuve, Hochelaga, Ahuntsic,



Montréal en 1760



Montréal en 1805



Montréal en 1855, vue de l'université McGill

Photos « Montreal Board of Trade »

Saint-Gabriel, Sainte-Marie, Rosemont, Saint-Michel, Villeray, Bordeaux et bien d'autres. Il s'agissait, dans tous les cas, de municipalités autonomes qui, au cours des ans, ont été fondues dans le grand Montréal des années modernes. Plus récemment, Montréal a continué d'agrandir son fief par l'annexion de Pointe-aux-Trembles, Rivières-des-Prairies, Saint-Michel. Elle lorgne actuellement vers Montréal-Est, Verdun...

L'histoire est un cycle répétitif. La population de Montréal limitée à quelques centaines de colons jusqu'en 1700, la population de Montréal évolua lentement — très lentement — durant

plus d'un siècle. En 1883 elle était d'environ 125 000 personnes. Mais dès 1891, en moins de 10 ans, elle avait atteint 211 000 personnes, presque le double. Il est intéressant d'analyser la progression démographique de

plus d'un siècle. En 1883 elle était d'environ 125 000 personnes. Mais dès 1891, en moins de 10 ans, elle avait atteint 211 000 personnes, presque le double. Il est intéressant d'analyser la progression démographique de

Montréal depuis 1760 jusqu'aux années récentes :

| | |
|------|-------------------|
| 1760 | 3 000 habitants |
| 1800 | 9 000 habitants |
| 1825 | 22 000 habitants |
| 1851 | 57 000 habitants |
| 1861 | 91 000 habitants |
| 1871 | 107 000 habitants |
| 1891 | 211 000 habitants |
| 1901 | 266 000 habitants |

La valeur totale des propriétés de Montréal, vers 1883, s'élevait à \$100 000, soit environ \$603 par propriété...

Les rues de Montréal

Quelle fut la première rue de Montréal? Si l'on en croit l'abbé Desmazure, historien des prêtres de Saint-Sulpice, ce fut M. Dollier de Canon, supérieur du Séminaire de Montréal, qui, le premier, fixa le parcours des premières rues de la métropole et les baptisa. Un procès-verbal de 1672 signale que M. Dollier traça d'abord au centre une grande rue qui prit le nom de Notre-Dame et qui traversait toute la colonie. Il traça ensuite une autre rue dans un sens parallèle à laquelle il donna le nom de Saint-Jacques, en l'honneur de Jacques Olier, l'un des fondateurs de Montréal. La troisième rue fut celle de Saint-Paul, en bordure du fleuve, ainsi nommée en hommage à M. Paul de Maisonneuve. C'est toujours à M. Dollier que l'on doit les rues Saint-Pierre, Saint-François, Saint-Joseph, Saint-Lambert, Saint-Gabriel et Saint-Charles.

À l'époque de la fondation de LA PRESSE, Montréal comptait environ 140 rues principales. Les trottoirs étaient, pour la plupart, en bois. De 1889 à 1895, Montréal a dépensé en moyenne \$75 000 par année pour remplacer les trottoirs de bois par des trottoirs permanents, en matériaux plus solides. Aux intersections principales, on a fixé des « pieux solides pour l'amarrage des chevaux ». En 1902, les comptes publics signalent qu'il a fallu dépenser \$15 682 pour l'arrosage des rues et \$31 120 pour les nettoyer. À partir de 1878, on commença à éclairer les rues par le gaz et au moyen de lampes électriques. Avant, elles étaient éclairées au pétrole.

Expansion de Montréal

Au début de 1900, les dirigeants de Montréal possédaient déjà une vision de ce qu'allait devenir la métropole. Un extrait du bilan publié en 1901 signale: « Nous voilà maintenant avec deux puissantes compagnies, le Pacifique et le Grand Tronc, qui vont établir une industrie aux immenses proportions futures. Les deux grandes compagnies de chemin de fer vont nous amener le bétail de l'Ouest et nous pourrions bientôt rivaliser avec les Américains. Puis viendra se joindre l'exportation de la viande dans des wagons frigorifiques. Le moment est venu d'étudier et de réaliser le plus tôt possible l'annexion des municipalités de l'île de Montréal adjacentes à notre Cité. Cette question s'impose à l'attention des citoyens de Montréal. Quel succès ce serait pour nous si le prochain recensement pouvait démontrer que la population de Montréal a doublé. Québec exige que la métropole soit, par sa richesse, par sa population, par son étendue, capable de lutter avantageusement avec les grandes villes de la république voisine... »

L'administration a subi d'importantes transformations

Les Montréalais ont toujours confié, au cours des 100 dernières années, l'administration de leur ville à un conseil municipal dont la composition et les pouvoirs ont cependant été modifiés à de nombreuses reprises.



MARCEL CHOUINARD

Collaboration spéciale

La poussée démographique, les nombreuses annexions, mais aussi des difficultés financières et l'intervention du gouvernement expliquent la plupart des nombreux changements apportés à la structure administrative de Montréal durant cette période.

En 1884, le maire n'a aucun pouvoir d'administration. La durée de son mandat n'est que d'une année. Et si celui-ci a convenablement rempli son premier mandat, il peut espérer une réélection par acclamation l'année suivante.

Montréal, qui compte alors quelque 150 000 âmes, est divisée en dix quartiers, chacun représenté à l'hôtel de ville par

trois conseillers élus pour une période de trois ans.

À cette époque et ce, depuis 1840, l'étude et l'expédition des affaires de la ville sont la responsabilité de comités formés de membres du conseil. On compte une douzaine de ces comités échevinaux: finances, voirie, aqueduc, santé, marchés, incendies et éclairage, parcs et traverses, hôtel de ville, inondations, incinération et commissions spéciales. Avant d'entrer en vigueur, leurs décisions doivent être approuvées par le conseil qui se réunit tous les mois.

Première annexion en 1883

Avec le début d'une longue période d'annexions, dont la première, celle de la municipalité d'Hochelaga, est complétée en 1883, le nombre de quartiers et de conseillers s'accroît. Au moment de l'adoption de la nouvelle charte, en 1874, on comptait neuf quartiers. Il y en aura 17 en 1889, mais, entre-temps, en 1894, le gouvernement provincial limite à deux le nombre d'échevins par quartier. Également, durant cette période, des modifications à la charte ont tantôt augmenté ou réduit les pouvoirs du maire et prolongé ou réduit la durée des mandats.

Le premier grand changement administratif survient en 1909 à la suite de l'enquête menée par le juge Lawrence John Cannon, qui étale les abus administratifs qui s'exerçaient alors.

Un référendum est tenu au mois de septembre 1909 et un nouveau mode administratif adopté. Pour administrer leur ville, les Montréalais se choisissent désormais un conseil formé du maire et de 31 conseillers. Ils élisent aussi un bureau de commissaires, au nombre de quatre. Le maire préside ce bureau dont les membres sont élus pour quatre ans. Ils assument les responsabilités des anciennes commissions échevinales en plus d'exercer un contrôle sur les finances de la ville.

Les modifications de 1918

Moins d'une décennie plus tard, en 1918, de nouvelles mesures s'imposent. Depuis le début du siècle, près d'une trentaine d'annexions ont été réalisées. Mais en 1916 et l'année suivante, les exercices financiers se terminent par des déficits. Le gouvernement provincial intervient. Le conseil sera désormais formé du maire et de 21 échevins dont les

pouvoirs seront cependant restreints. Le gouvernement nomme une commission administrative de cinq membres avec tous les pouvoirs nécessaires pour remplir le mandat qui lui est confié, celui de rétablir les finances de la ville.

Une fois cette tâche acquittée, un référendum est tenu au mois de mai 1921 et à la suite d'une élection générale, le conseil est maintenant formé de 35 membres, chacun représentant un quartier nouvellement délimité ainsi que du maire qui est élu par l'ensemble des contribuables. Les échevins se choisissent ensuite cinq membres à qui sont confiés d'importants pouvoirs administratifs. C'est l'origine du comité exécutif actuel.

Montréal sous tutelle

Les finances de la ville se sont détériorées au point qu'en 1940, le gouvernement place Montréal sous la tutelle de la Commission municipale. Elle y demeurera jusqu'en 1944.

La constitution de la ville est modifiée. Outre le maire, le conseil compte désormais 99 membres dont le mandat est

d'une durée de trois ans. Les seuls propriétaires fonciers élisent le tiers des membres du conseil (classe «A»). L'ensemble des électeurs choisissent un autre tiers (classe «B»). Quant aux 33 autres (classe «C»), ils sont nommés par treize organismes et corps publics déterminés dans la loi.

Le territoire de la ville est divisé en onze quartiers, chacun étant représenté par trois conseillers de chacune des classes A et B. Quant au comité exécutif, il est maintenant formé de six membres. Chaque catégorie de conseillers y désigne deux représentants. C'est le conseil qui choisit le président parmi ceux-ci. En 1949, le maire deviendra membre d'office du comité exécutif.

Le mode administratif est par la suite modifié après un référendum tenu en octobre 1960 et à l'occasion duquel les citoyens approuvent la suppression de la catégorie des conseillers nommés par les organismes publics.

En 1962, le système administratif est à nouveau changé. La ville est divisée en quinze districts. Dans chacun d'eux, les électeurs choisissent trois conseillers qui, avec le maire, forment le conseil. Les élections générales auront maintenant

lieu toutes les quatre années. Quant au choix des six membres du comité exécutif, il peut se faire par une première motion du maire que le conseil est appelé à ratifier ou par le conseil même.

Le nombre de districts électoraux et de conseillers s'accroît avec l'annexion de Rivière-des-Prairies, en 1963, de Saraguay, l'année suivante, et de Ville Saint-Michel, en 1968.

La fin de la décennie est marquée par la naissance de la Communauté urbaine de Montréal à qui est confiée la responsabilité de services dont l'activité dépasse le cadre des limites des municipalités, comme celui de la police et de l'assainissement des eaux.

À l'élection de 1978, la ville est divisée en 54 districts électoraux et les citoyens de chacun d'eux élisent un conseiller. C'est ce régime qui est en vigueur aujourd'hui. Le nombre de districts a cependant été modifié en 1982 à la suite de l'annexion de Pointe-aux-Trembles qui est représenté par trois conseillers, ce qui a porté à 57 le nombre de conseillers qui forment l'actuel conseil municipal de Montréal.

* Ex-journaliste à la chronique municipale, à « Montréal-Matin », M. Chouinard est attaché de presse au bureau du président du comité exécutif.

La structure administrative

En 1850, la priorité allait à l'eau potable plutôt qu'aux sports ou à la culture

Les arènes, les centres sportifs et les maisons de la culture, c'est bien beau. Mais de 1850 à 1900, l'administration municipale avait bien d'autres chats à fouetter.

cours, Sainte-Anne, Saint-Gabriel, Saint-Antoine, Saint-Laurent, Viger, Papineau, marché à Foïn) occupent également à cette époque une place importante dans le budget de la Ville.

tion, celui de la voirie, celui des parcs et terrains de jeux. Ces nouveaux services prennent de l'ampleur au fur et à mesure que la ville grandit.

Sept grands services
On compte au début du siècle sept grands services municipaux, tous dirigés par des commissions: finances, voirie, police, incendies, aqueduc, éclairage et marchés publics.

La CUM
La création de la Communauté urbaine de Montréal, en 1971, vient notamment «soulager» la Ville de deux énormes services, soit le transport en commun et la police. La Ville n'a plus à s'occuper dorénavant de ces services, si ce n'est de payer annuellement à la CUM sa quote-part.

Aujourd'hui, les services municipaux sont au nombre de 22, dont 11 dits d'administration et 11 dits d'exécution. Le nombre d'employés s'élève à environ 12 400.

Le plus gros demeure toujours celui des travaux publics, qui dispose d'un budget de \$241 millions et compte 4 460 employés. Au deuxième rang, mais loin derrière, on retrouve le Service de la prévention des incendies: budget de \$74,5 millions et quelque 2 000 employés.

Le Service des sports et des loisirs est bon troisième avec un budget de près de \$29 millions et un personnel 1 000 personnes. Suivent ensuite le Service des affaires sociales (\$20,2 millions et 700 employés) et celui des activités culturelles (\$15 millions et 420 employés).

On constate donc que le sport et la culture comptent maintenant parmi les principales préoccupations de l'administration municipale.



MICHEL GIRARD

La priorité en 1850? Dote. Montréal d'un service d'aqueduc, simple question d'approvisionnement correctement les Montréalais en eau potable et de pouvoir éteindre les feux en alimentant adéquatement les pompes du service d'incendie.

Autre grande préoccupation de l'époque: la lutte contre le choléra asiatique.

Pour protéger les citoyens contre cette terrible maladie, le conseil municipal adopta en 1865 une «série de mesures rigoureuses» qui donnaient au Département de la santé des pouvoirs énormes en matière de protection de l'environnement.

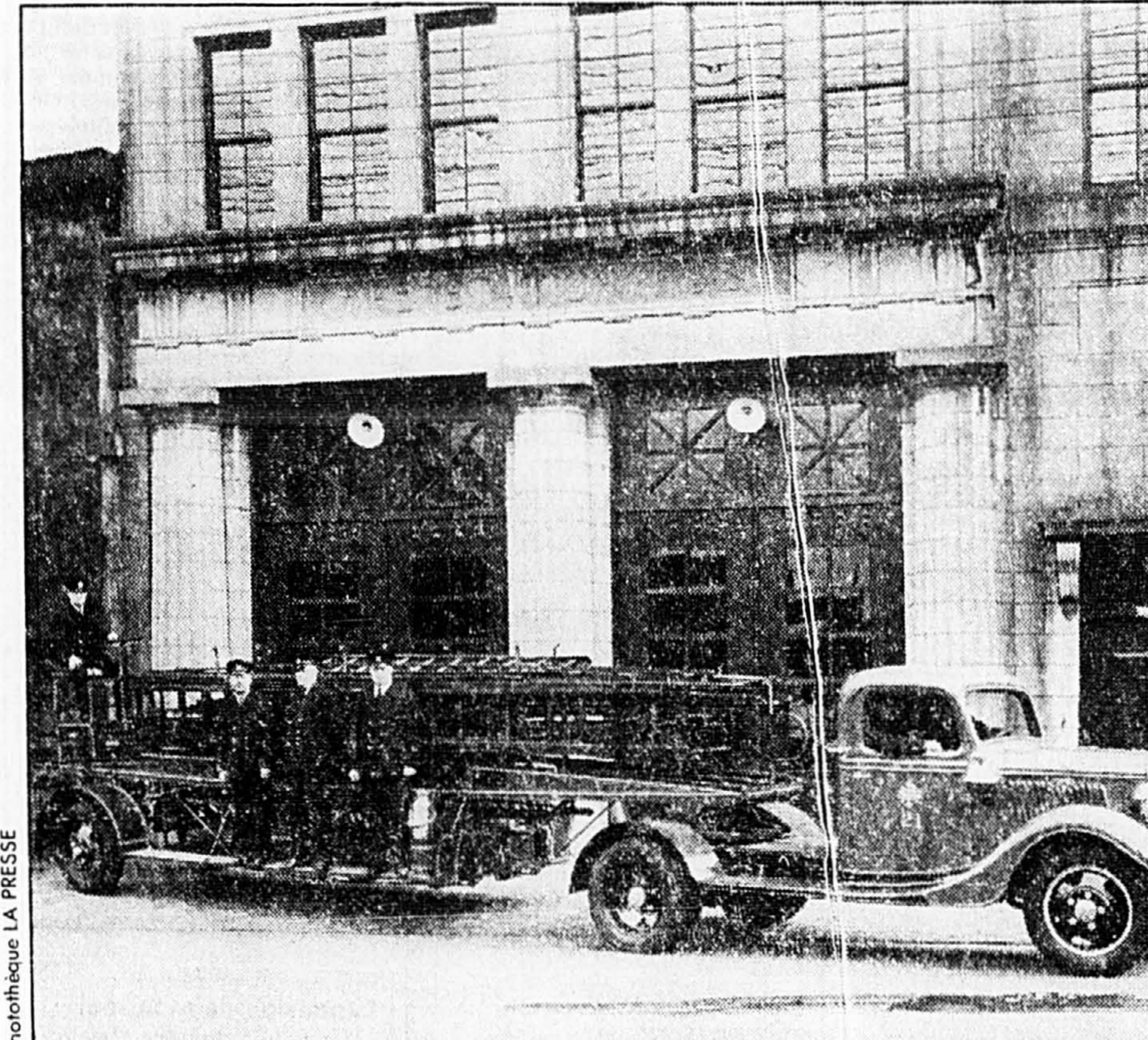
Ces mesures spéciales étaient: «faire vider les fosses d'aisance, purifier et assainir les cours et les allées malpropres par l'écoulement des eaux stagnantes qui y croupissent, faire aérer et nettoyer les habitations et construire des égouts.»

Comme la population croissait à un rythme rapide, il fallait évidemment construire des chemins et les améliorer constamment. De 1850 à 1900, le Département des chemins accapare une bonne part du budget municipal.

Les marchés publics (Bonse-



Les premiers balais mécaniques modernes défilent devant l'hôtel de ville, en 1954.



Ce camion de pompiers faisait partie d'un groupe de 18 véhicules achetés, par la Ville de Montréal en 1935, au coût unitaire de \$30 000.



Un groupe de motocyclistes de la police de Montréal a posé pour le photographe de LA PRESSE avant d'aller diriger la circulation aux abords du parc Jeanne-Mance, où le journal présentait un immense feu d'artifice, le 6 mai 1935.

Ogilvy et Montréal célèbrent 118 ans d'amitié.



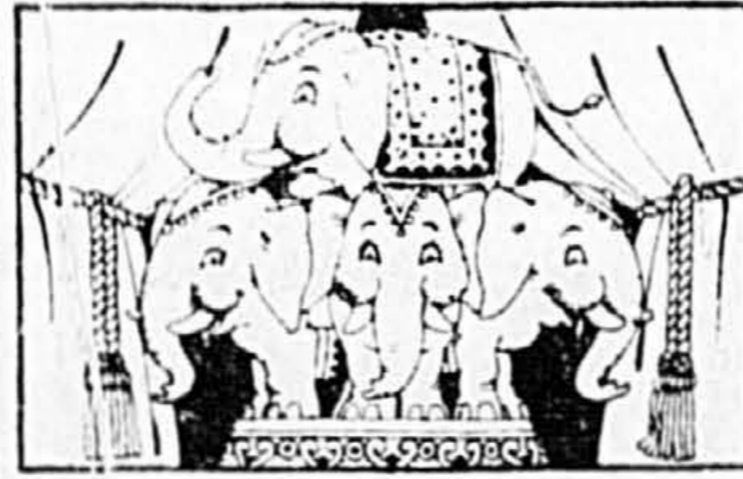
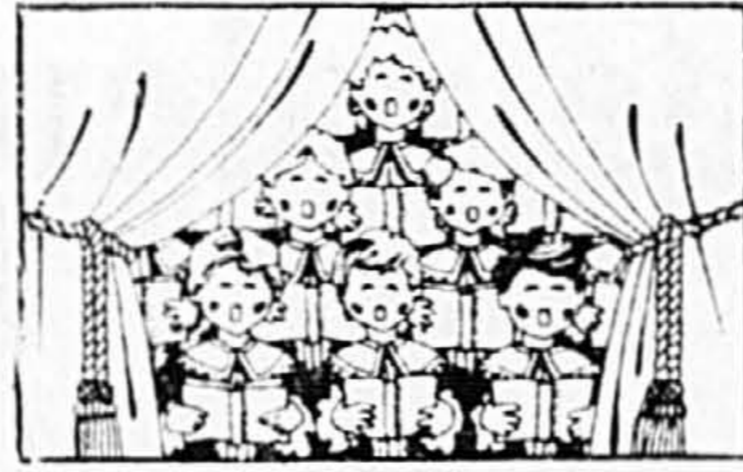
En 1866, James Angus Ogilvy, de Kirriemuir en Écosse, ouvrait une boutique de toiles au coin des rues Bonaventure et de la Montagne.

En 1896, Ogilvy fit construire un magasin au coin nord-est des rues de la Montagne et Ste-Catherine. L'édifice existe encore aujourd'hui.

Ogilvy construisit un grand magasin de quatre étages sur le site actuel.

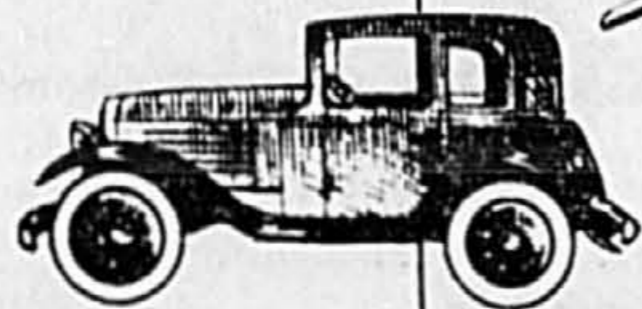


En 1928-29, la salle Tudor, située au cinquième étage, ouvrait ses portes. Parmi les événements les plus importants qui eurent lieu à la salle Tudor, on relève les concerts donnés par le chœur d'enfants «Chapel Royal» de Londres et les célèbres Petits Chanteurs de Vienne et un cirque, complet avec éléphants.



L'avion le plus rapide au monde en 1931, le Supermarine Vickers avait été exposé à la Salle Tudor. La première émission de télévision fut diffusée de la Salle Tudor.

Et au début des années 30, Jas. A. Ogilvy assumait la vente et le service des prestigieuses voitures anglaises de marque Austin.



Chaque année depuis 1943, à la fin de novembre, l'arbre de la «Royal Canadian Legion» s'illumine au son aigu des cornemuses sur les dons du public aux vétérans hospitalisés ou invalides.

En septembre 1964, Ogilvy achetait du théâtre de Sa Majesté, le fameux lustre de cristal bohémien. Aujourd'hui, le rez-de-chaussée du magasin du centre-ville est agrémenté de celui-ci.

En 1965, Ogilvy ouvrait une succursale au centre commercial Fairview à Pointe-Claire, en 1966 une autre à Anjou et une boutique de modes féminines en 1983 au Carrefour Laval pour répondre aux besoins de la population grandissante.



Le son de la cornemuse. Une tradition Ogilvy pour plus de vingt-cinq ans. Encore aujourd'hui, un joueur de cornemuse se promène chaque midi à travers le magasin.



La structure administrative

Pauvre maire Starnes!

Les relevés financiers qui vous sont soumis, tout en établissant, d'une part, l'état satisfaisant et sain dans lequel se trouvent nos finances et notre crédit, nous prouvent, de l'autre, de ne pas nous laisser entraîner à des dépenses extravagantes ou non nécessaires, si nous avons à cœur de ne pas mettre en péril notre stabilité et notre crédit.

MICHEL GIRARD

Tel est le message que le maire H. Starnes livrait à sa troupe de conseillers alors qu'il reprenait pour la troisième fois le fauteuil de maire de Montréal un beau soir de mars 1866.

Il était fier de leur annoncer que le budget de la ville venait de franchir la barre des... \$600 000. Mais, en même temps, il était fort inquiet de voir que les emprunts lui coûtaient annuellement plus de \$300 000 d'intérêts.

La dette municipale s'élevait à l'époque à un gros \$6 millions!

Odysée olympique

Pauvre maire Starnes! Il a dû se retourner dans sa tombe s'il a été mis au courant du coût du Parc olympique et de son stade inachevé, une extravagance de \$1 milliard que les Montréalais et leurs enfants payent et devront continuer de payer pendant des années encore.

Mais, qu'à cela ne tienne: les Montréalais, peu rancuniers, ont réélu le père des Jeux olympiques, le maire Jean Drapeau. Et pas seulement une, mais deux fois.

Il faut dire que depuis la folle odysée olympique, le maire Drapeau se fait moins prodigue. D'aucuns attribuent sa retenue à M. Yvon Lamarre, son bras droit.

L'objectif premier de l'administration Drapeau-Lamarre depuis l'euphorie olympique: allègement du fardeau fiscal des Montréalais, freinage des dépenses, contrôle des coûts et diminution de l'endettement de la ville.

Évolution

À la naissance de LA PRESSE, en 1881, le budget municipal avait franchi le cap du \$1,7 million. Au début du siècle, soit en 1900, il grimpe à \$3,1 millions et la dette consolidée passe à \$27 millions.

De 1900 à 1914, la ville connaît un développement rapide qui entraîne du même coup une montée en flèche du budget des affaires courantes. À l'aube de la Première Guerre mondiale, ce dernier s'élève à \$13,9 millions.

Onze ans plus tard (1925), l'administration municipale se vote un budget deux fois plus gros: \$27,8 millions.

Au cours des années suivantes, la situation financière reste relativement stable. Mais l'exercice se terminant le 30 avril 1935 accuse un déficit de \$5,4 millions, soit des dépenses de \$33,5 millions contre des revenus de \$28,1 millions. Et la dette obligataire atteint un nouveau sommet, soit \$240 millions.

Cinq ans plus tard, le budget passe à \$52 millions et, là, le conseil n'arrive plus à rembourser les dettes. La situation est telle que le gouvernement du Québec met Montréal sous tutelle pour une période de quatre ans (de 1940 à 1944). Le pays est alors en pleine guerre.

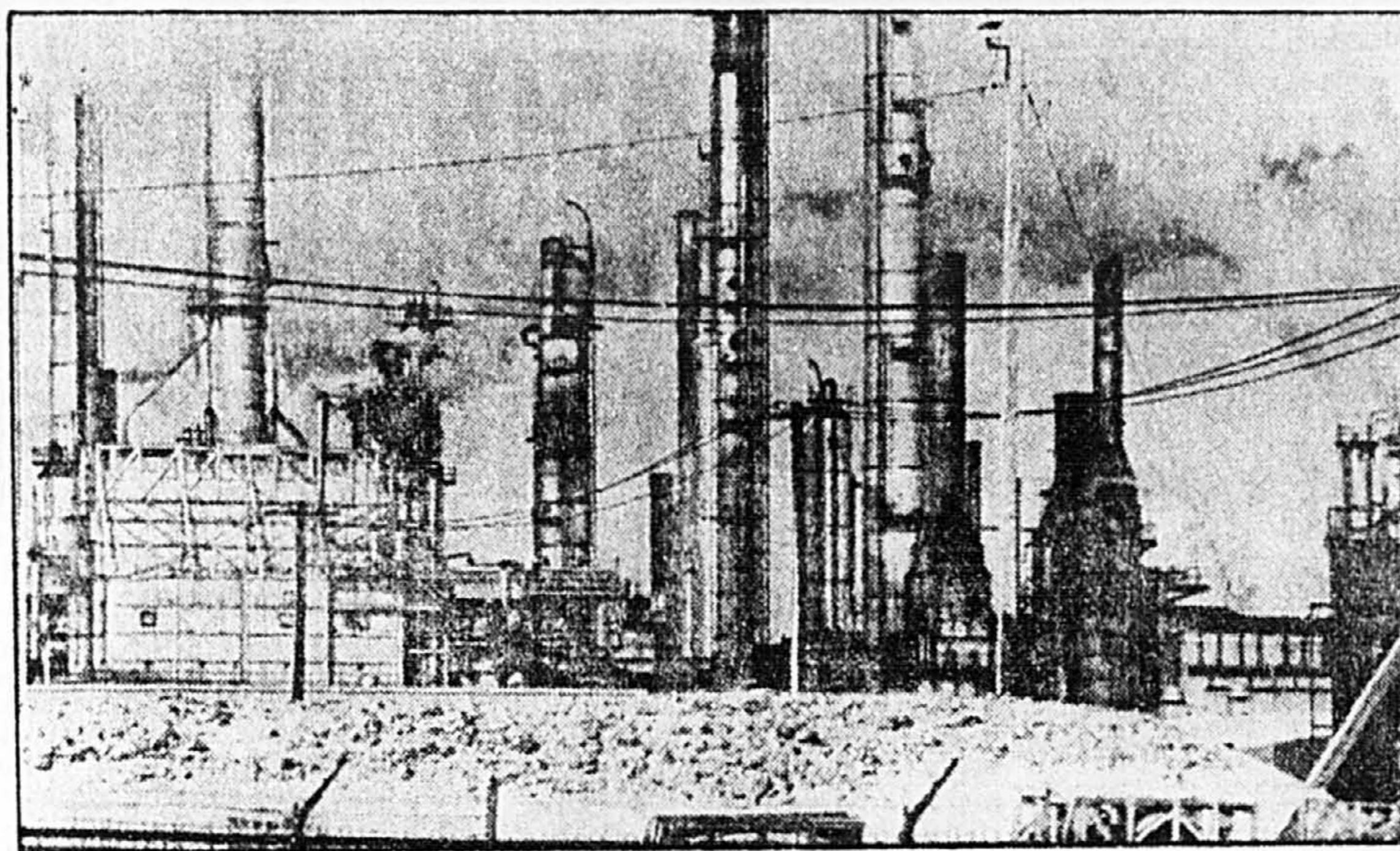
Le règne Drapeau

Au cours des années suivantes, Montréal connaît à nouveau la prospérité. Avec l'arrivée à la mairie de Jean Drapeau, en 1951, le centre de la ville commence à se transformer. En 1957, la population met le jeune Drapeau « en pénitence » pour trois ans, puis elle le réhabilite pour ne jamais plus s'en départir.

1960: le budget passe à \$129,3 millions et la ville prend de l'envergure. Puis, il y a les grandes réalisations de Son Honneur: métro, Place des arts, Expo 67, Jeux Olympiques, etc.

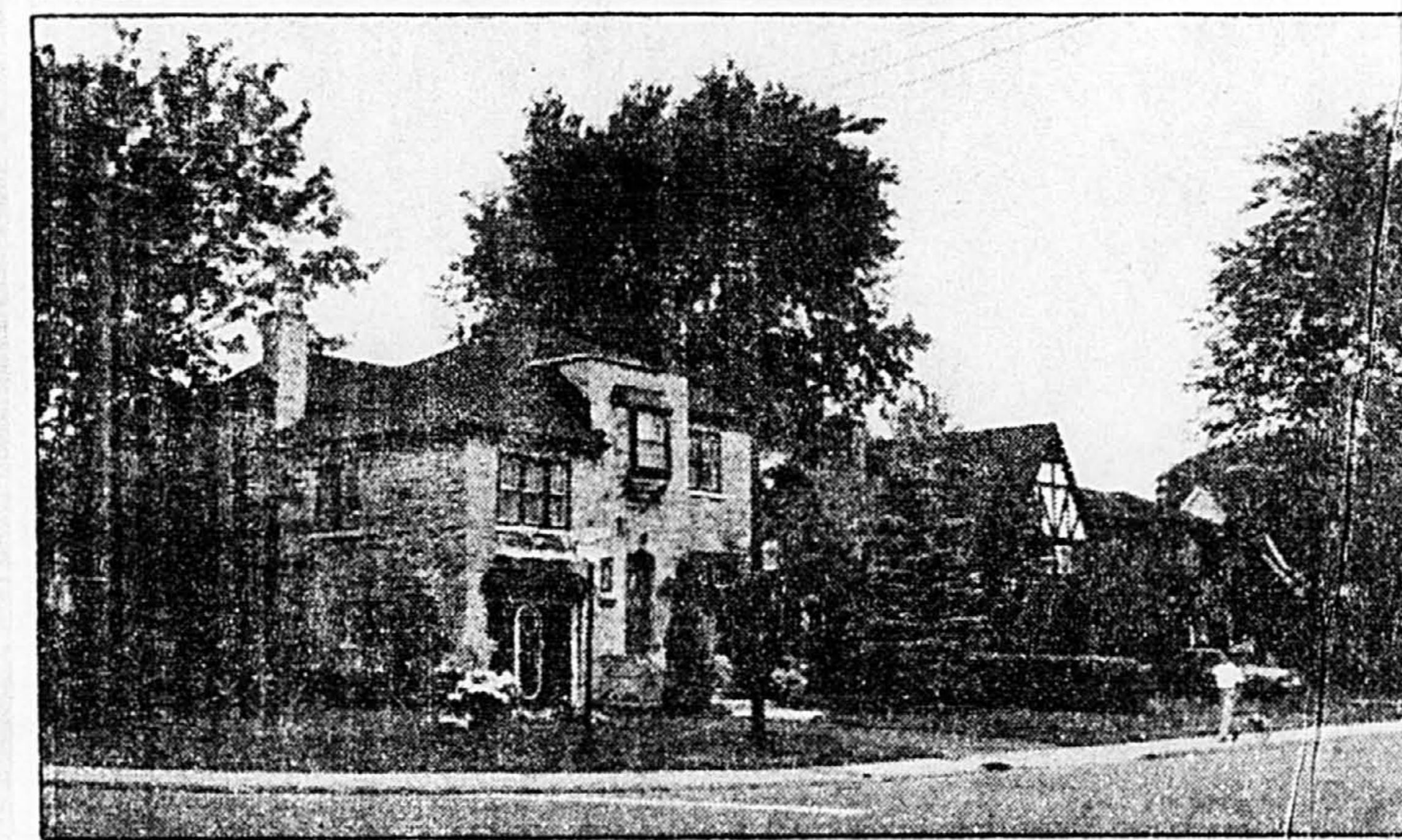
Le budget prend donc de l'embonpoint. La dette aussi. Le budget atteint les \$387 millions en 1973 et la dette, les \$655 millions. Quatre ans après, le budget monte à \$620 millions et la dette dépasse le milliard de dollars. L'inflation aidant, le budget municipal passera finalement à \$1,2 milliard. Bonne nouvelle: la dette obligataire restera, quant à elle, relativement stable.

En effet, la dette a été multipliée par 200: elle atteint maintenant \$1,3 milliard. Le budget a augmenté de 2 000 fois: il s'élève maintenant à \$1,2 milliard.



Ces trois photos montrent autant de visages bien différents de la banlieue montréalaise. Celle ci-dessus a été prise en 1951. Elle illustre les tours de distillation des carburants par craquage catalytique des raffineries de Montréal-Est. La photo ci-contre remonte à 1933 et traduit le caractère bucolique des villes du « West Island ». Nul doute que le chemin du Bord-de-l'Eau est beaucoup plus achalandé aujourd'hui qu'à cette époque. Enfin, ci-dessous, une photo récente de Michel Gravel montre deux maisons cossues qu'on retrouve dans des villes dorciées comme Westmount, Outremont et Ville Mont-Royal.

Photothèque LA PRESSE



La bibliothèque municipale, d'après un dessin de l'architecte Eugène Payette. Photothèque LA PRESSE

Quand Saint-Henri était la troisième ville du Québec...

Vivez-vous en banlieue? À Sainte-Cunégonde peut-être? Ou à Saint-Louis, Côte-La-Visitation ou Saint-Gabriel? Il y a cent ans, ces quartiers du bas de la ville faisaient partie des nombreux villages qui entouraient Montréal. À l'époque, il était difficile de savoir exactement où Montréal finissait et où commençait la banlieue.

Transport urbain et spéculation

L'annexion des villages de banlieue à Montréal fut surtout motivée par le développement des transports urbains et par la spéculation foncière. Les politiciens municipaux, les dirigeants du réseau de train électrique et les spéculateurs regardaient avec convoitise les terres non développées au nord du Mont-Royal, les environs de Westmount et même les régions situées hors de l'île.

En 1903, la voie du Park and Island Railway contournait le Mont-Royal et courait dans Outremont, Côte-des-Neiges et Notre-Dame-des-Neiges. Les petits trains amenaient des milliers de personnes vers le cimetière protestant du Mont-Royal et le cimetière catholique Côte-des-Neiges. Des messes en plein air attirait parfois plus de 70 000 fidèles sur la montagne.

Derrière celle-ci, à la jonction de Snowdon, des voies secondaires se dirigeaient vers Cartierville et le parc Belmont. Dans l'est, un autre train traversait Maisonneuve pour amener les familles au parc d'amusement Dominion, à Port-de-l'Isle.

En 1919, neuf villes de banlieue avaient été annexées. Les municipalités de Westmount, d'Outremont et de Saint-Henri connurent pour leur part un développement autonome et florissant.

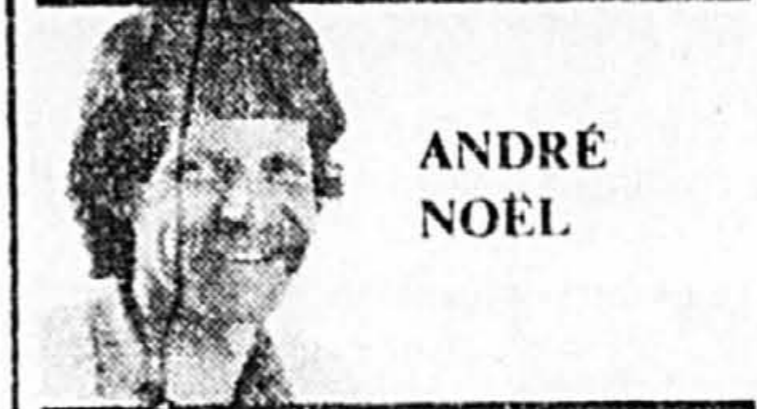
Hors de l'île

Hors de l'île, l'extension urbaine fut plutôt lente, surtout au nord. Seigneurie fondée en 1663, l'île Jésus resta presque exclusivement une zone agricole jusqu'à la construction des ponts à Laval-des-Rapides, à l'Abord-à-Plouffe et à Pointe-Viau en 1911. Cette même année, les quatre paroisses de l'île, Saint-François, Sainte-Dorothée, Saint-Elzéar et Saint-Martin, avaient une population totale à peine supérieure à 5 000 habitants.

Au début des années 20, grâce à l'avènement des autos et des ponts, la population avait presque doublé. C'est d'ailleurs pendant cette décennie qu'il devint possible d'habiter l'île Jésus et de travailler à Montréal, bien que l'aller-retour prenait un temps considérable en raison de la limite de vitesse à 25 m/h.

Bien que la population crût sans cesse, il y avait toujours plus de 800 fermes sur l'île en 1951. En 1957, Fabreville fut créée, puis Chomedey, en 1961, avec une population de 30 000 habitants. Finalement, en 1965, 14 municipalités fusionnèrent pour former la ville de Laval.

La Rive-Sud s'est développée plus rapidement. Le pont Victoria, reliant Montréal à Saint-Lambert, fut complété en 1860. Mais le train qui l'empruntait ne pouvait combler les besoins de toute la clientèle. Aussi un chemin de fer était-il déposé sur la glace en hiver. Un tender tiré par une locomotive transportait 200 voyageurs vers le grand marché de la Rive-Sud. En été, un service de traversier liait Longueuil et Laprairie à Montréal.



ANDRÉ NOËL

Les numéros civiques, les transports en commun et, plus tard, les services de gaz et d'électricité s'étendaient dans ces villages. Néanmoins, il s'agissait bel et bien de municipalités indépendantes, chacune avec sa propre police, son propre service d'incendie et son propre réseau d'aqueduc.

Au tournant du siècle, plusieurs d'entre elles étaient très peuplées. Avec une population de 21 192 habitants en 1903, Saint-Henri était la troisième ville du Québec. Saint-Louis, au nord, et Sainte-Cunégonde, à l'ouest, comptaient plus de 11 000 âmes chacune. La population totale de l'île était alors de 500 000 personnes.

Plusieurs régions maintenant densément peuplées étaient presque inhabitées à la fin du dernier siècle. En 1890, Rosemont n'était qu'un vaste pré et Outremont se divisait entre les vergers et les lieux de villégiature estivale. Avec ses immenses jardins maraichers, Côte-des-Neiges alimentait les citadins. Les choux poussaient le long de Queen Mary Road.

Sainte-Cunégonde, ville de banlieue

Sainte-Cunégonde était à l'époque une ville typique de banlieue. Fondée en 1876 autour de la gare du Grand Tronc, elle garda son entité autonome jusqu'à son annexion à la ville de Montréal, en 1905. Son nom s'inspirait de l'impératrice d'Allemagne, femme d'Henri II, morte en 1024. Bordée par Atwater à l'est, le canal de Lachine au sud, Saint-Antoine et la voie du Canadien Pacifique au nord et Vinet et Dominion à l'ouest, Sainte-Cunégonde s'étendait sur 10 hectares (25 acres).

Il s'agissait d'une ville fière, avec son propre hôtel de ville et ses usines: la New York Sewing Machine, la Montreal Rolling Mills, la Mitchell Brass Foundry et les Chantiers Cantin. Les citoyens recueillirent \$15 000 pour y construire une école de garçons. La petite ville comptait aussi un Cercle dramatique et une Maison de la charité. Tous les dimanches après-midi et les jours de congé, des courses et des acrobaties en bicyclettes se déroulaient dans le parc Sommer.

Le stock immobilier montréalais a pris énormément de valeur au fil des années

Tel un bon vin, le stock immobilier de Montréal a pris énormément de valeur au fil des ans.

MICHEL GIRARD

En 1915, on évaluait à quelque \$67 millions l'ensemble des propriétés de la Ville: terrains, immeubles administratifs, parcs, etc. Aujourd'hui, la valeur au livre du stock immobilier est de l'ordre \$1,3 milliard. Plusieurs facteurs expliquent cette fabuleuse augmentation.

La Ville a acquis depuis 1915 énormément de nouveaux terrains. Elle a en outre investi des sommes importantes dans la construction et la rénovation des édifices publics. Et, l'inflation aidant, les anciennes propriétés ont pris de la valeur. Il en est de même des terrains, parcs, terrains de jeux et autres sites.

Bref, l'augmentation de la valeur des propriétés municipales a suivi le rythme de croissance de la ville.

Superficie des terrains municipaux

En superficie de terrain, la Ville possède actuellement 247,5 millions de pieds carrés, dont 186,7 millions pour fins publiques et 60,8 millions pour fins privées (parcs industriels, programmes d'habitation à loyer modique, ré-

serve foncière, emplacements destinés à la revente, etc.)

Notons que les 3 600 terrains ou parcelles de terrain voués aux fins privées valent quelque \$167,3 millions.

Le reste des emplacements

municipaux et des nombreux édifices publics sont évalués à un peu plus de \$1,1 milliard.

En tête de liste, on retrouve les 1370 parcs et terrains de jeux. La valeur de ces derniers dépasse les \$827 millions.

Les immeubles administratifs, au nombre d'une cinquantaine, représentent un actif de \$107,5 millions. Le chiffre est très conservateur, soulignons-le.

Les 225 réserves de terrain pour fins municipales atteignent les \$86,8 millions.

Autres emplacements

Suivent ensuite les emplacements situés au-dessus du métro et aux abords de celui-ci: près de \$18 millions. La centaine de cours de voirie valent \$15,6 millions, la trentaine de casernes de pompiers représentent \$8,7 millions.

Les sites de disposition de déchets (eh oui!) ont une valeur au livre de \$8,3 millions. Admettons que cela surprenne quelque peu.

D'autre part, la Ville est propriétaire d'à peu près 80 terrains de stationnement qui valent aussi leur pesant d'or, soit \$11,1 millions.

Même si le Service de police relève maintenant de la Communauté urbaine de Montréal, la Ville reste tout de même propriétaire de la trentaine de postes de police qui sont situés sur son territoire. La valeur de ces derniers atteint maintenant les \$10 millions.

Ensuite on retrouve un montant de \$8,7 millions pour les 200 parcs de verdure. Les 13 stations de pompage: \$4,4 millions.

La Ville possède également une soixantaine d'emplacements servant à diverses fins, d'une valeur totale de \$12,7 millions.

Et n'oublions pas la vingtaine d'égouts souterrains: \$430 102!

La « grande visite »

Les Montréalais aiment défiler dans les rues

De tous temps les Montréalais ont aimé défiler dans les rues pour souligner les grands moments de leur histoire. C'est par milliers, beau temps, mauvais temps, qu'ils ont assisté joyeusement à ces grandes « parades » dont l'origine remonte très loin, probablement au temps où les coureurs des bois et les premiers raquetteurs partaient en expédition...



FLORIAN BERNARD

De tous les défilés qui ont marqué l'histoire de Montréal, ceux de la Saint-Jean-Baptiste restent — et resteront — les plus spectaculaires. À l'origine des premières manifestations du nationalisme et du patriotisme populaires, les défilés de la Saint-Jean se sont succédés, sans interruption, depuis plus de cent ans. Déjà, à l'époque de la fondation de LA PRESSE, en 1884, le défilé de la Saint-Jean était une tradition solidement implantée depuis une dizaine d'années.

C'est le 24 juin 1874 qu'eut lieu le véritable premier grand défilé de la Saint-Jean dans la rue Saint-Jacques. Le journal « L'Opinion publique » lui consacra un reportage enflammé où le lyrisme et le patriotisme dominaient. Curieusement, une illustration de l'époque fait voir côte-à-côte des drapeaux des États-Unis, du Sacré-Coeur, l'Union Jack et de grandes bannières blanches ornées d'un castor ou d'une feuille d'érable, avec toutefois une nette domination de drapeaux tricolores de la France!

Quelques années plus tard s'implanta la tradition de vêtir un jeune garçon en petit saint Jean-Baptiste et de lui faire occuper le char allégorique le plus important du défilé. Durant des années les mamans rêvent de voir un jour leur jeune fils revêtu d'une peau de mouton, au premier plan du défilé traditionnel, entouré de brebis dociles dont les malins disaient qu'elles représentaient la passivité et la soumission du peuple canadien-français! Combien d'hommes célèbres ou parfaitement inconnus ont joué le rôle de Jean-Baptiste enfant? Verrons-nous un jour une sorte d'amicale des anciens petits Saint-Jean-Baptiste?

C'est en 1964 que Jean-Baptiste enfant fut officiellement détroné par une énorme statue en plâtre et, plus tard, par un Jean-Baptiste adulte qui n'avait certes pas, aux yeux des spectateurs, la grâce enfantine du garçonnet à la toison frisée. Puis, à la suite des manifesta-

tions violentes de 1968, le défilé lui-même fut abandonné, à l'exception de 1982, alors qu'on tenta de le faire ressusciter.

Orangistes et Irlandais

À l'instar des Canadiens français, les anglophones eurent, eux aussi, leurs grands défilés dans les rues de Montréal. Parlons d'abord des Orangistes. Si on ne les voit plus guère défiler, il n'en fut pas toujours ainsi.

Durant l'été de 1878, les Orangistes demandèrent au conseil municipal de Montréal l'autorisation de souligner leur fête par un grand défilé, le 12 juillet, dans les rues de la ville. Comme on semblait craindre une bagarre, le maire Beaudry décida de s'opposer à cette démonstration. Il se rendit seul dans la salle des Orangistes et leur déclara, séance tenante, que la permission leur était refusée de défiler. Le maire de Montréal fut poursuivi devant les tribunaux par un dénommé Grant, sur le motif que sa conduite avait été illégale, mais M. Beaudry eut gain de cause.

Quant aux Irlandais, farouches adversaires des Orangistes, ils purent défiler dans les rues de Montréal et continuèrent de le faire durant de nombreuses années. Leur défilé annuel est devenu un événement traditionnel.

Grands défilés et grands hommes

La visite dans la métropole de personnages importants donna souvent lieu à de grands défilés. C'est ainsi qu'en novembre 1878 le marquis de Lorne, alors gouverneur du Canada, eut droit à un défilé sur la rue Saint-Jacques qui dura deux heures et qui rassembla, selon la chronique de l'époque, plus de 50 000 visiteurs.

En octobre 1879, c'est le prince Arthur, duc de Connaught, troisième fils de la reine Victoria, qui fut l'objet d'un défilé géant et d'une manifestation qui dura trois jours. Le maire Workman escorta le prince tout au long du défilé. Il faut dire que le fils de Victoria arrivait à Montréal pour y séjourner un an et qu'il avait demandé d'être considéré comme « résident de Montréal », ce qui avait flatté l'orgueil des Montréalais.

C'est en 1860, toutefois, qu'eut lieu à Montréal le plus grand défilé de toute son histoire. Il avait été organisé à l'occasion de la visite du Prince de Galles qui venait, au nom de la Reine, inaugurer le pont Victoria. Le maire Rodier avait fait en sorte que tous les Montréalais participent aux réjouissances. Le pont avait été illuminé de milliers de feux et les cloches — de façon exceptionnelle — avaient sonné en pleine nuit! C'est à l'occasion de cette visite que le conseil municipal changea le nom de la place des commissaires et du marché à foin en celui de square Victoria.

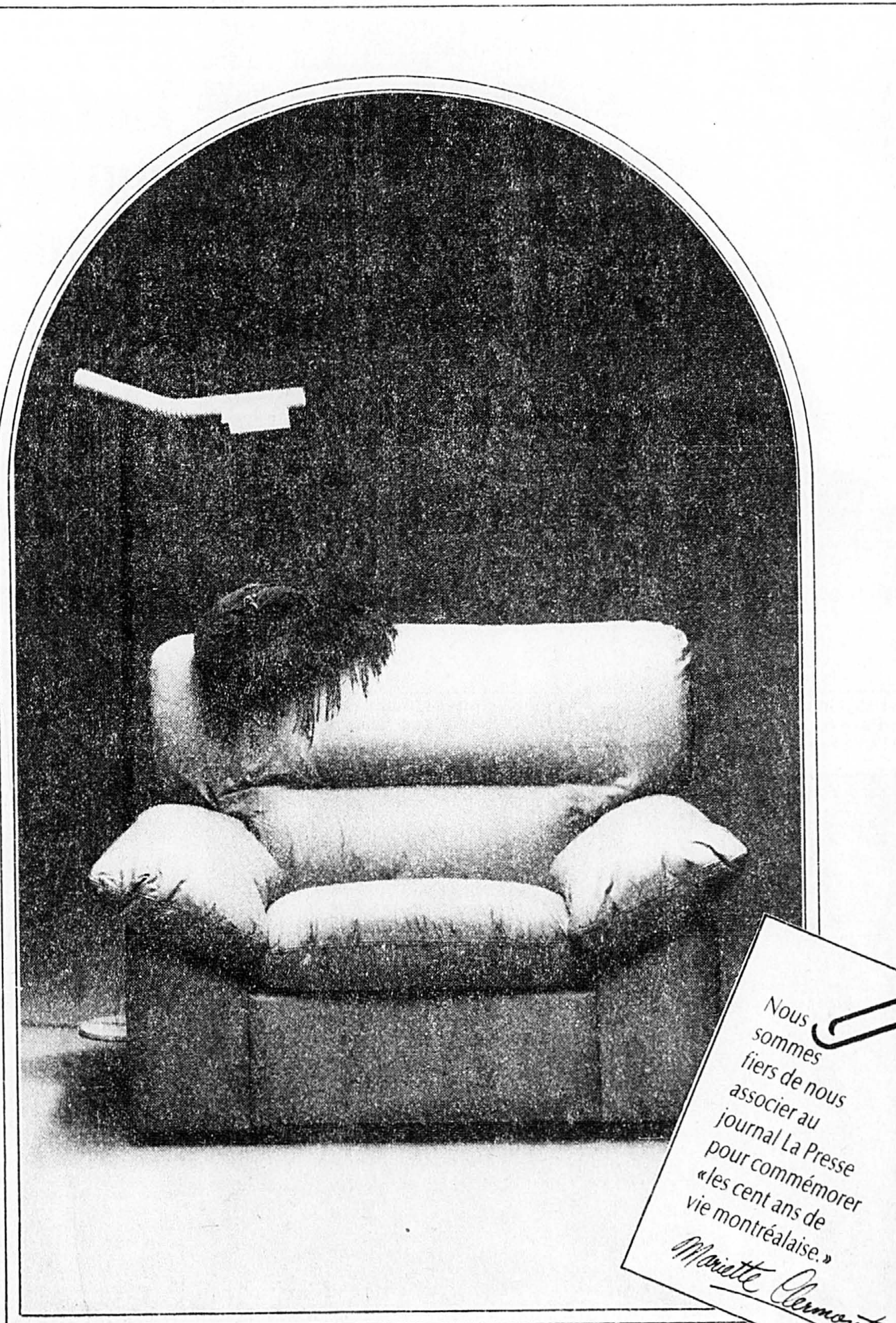
Des défilés spontanés

Diverses occasions de réjouis-

sances ou de ferveur religieuse fournirent aux Montréalais l'occasion de défiler spontanément dans les rues, par exemple le congrès eucharistique de 1910, l'élection au cardinalat de Paul-Émile Léger, la libération du maire Camillien Houde après la Deuxième Guerre mondiale (le maire fut porté par la foule jusqu'à l'hôtel de ville), la venue à Montréal du général de Gaulle, les coupes Stanley du Tricolore, les grands événements sportifs et bien d'autres.

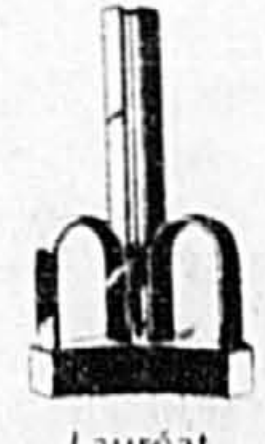
Certains défilés furent plus tragiques que d'autres, par exemple celui de l'expulsion de Maurice Richard des finales de la coupe Stanley en 1954, ou encore certains grands défilés ouvriers des années soixante-dix, notamment celui de la grève de LA PRESSE et de Radio-Canada.

Que ce soit pour fêter ou pour manifester, les Montréalais ont le goût de la rue et aiment souligner leurs sentiments par ces grands rassemblements de masse.



Nous sommes fiers de vous associer au journal La Presse pour commémorer « les cent ans de vie montréalaise. »
Mariette Clermont

mariette clermont



Lauréat Habitas 1984

6255, rue Saint-Hubert, Montréal (514) 273-7711
 2300, boul. Le Corbusier, Laval (514) 382-6870
 Stationnement gratuit dans une aire adjacente au magasin.

L'EXPRESSION ACCESSIBLE DU BON GOÛT!



Le maire Camillien Houde allume le traditionnel feu de la Saint-Jean.

Photo: LA PRESSE

La « grande visite »



Au cours de son périple au Canada, en mai 1939, le cortège royal du roi George VI et de la reine Elizabeth d'Angleterre, avait suivi un parcours de 18 milles à travers les rues de la ville. Le couple royal était tellement populaire à l'époque qu'on louait les places sur les balcons.



Alors journaliste à Radio-Canada, René Lévesque, l'actuel premier ministre du Québec, interviewe Fidel Castro alors que le leader cubain était de passage à Montréal, au printemps de 1959. Au centre, le conservateur Claude Dupras.

Les chefs d'État et les souverains accueillis avec pompe et déférence

Lorsqu'il est question de visiteurs célèbres à Montréal, la génération actuelle de Montréalais se souvient sans doute beaucoup plus — pour les avoir vécus ou en avoir entendu parler — des visites qui ont donné lieu à de spectaculaires accrochages. Et on pense alors à la visite du général Charles de Gaulle en juillet 1967, ou à celle de la reine Elizabeth en 1961.

Mais il fut une époque où Montréal et les Montréalais accueillaient avec pompe et déférence toutes les têtes couronnées, fussent-elles venues d'Angleterre, sans qu'on eût à craindre pour leur sécurité — ou qu'on eût à écarter Montréal du circuit royal comme c'est désormais le cas!

GUY PINARD

Si on dresse une liste de visiteurs de marque qui ont séjourné dans la métropole canadienne avant que Montréal ne cède ce titre à Toronto, on constate qu'elle comprend plusieurs membres de la famille royale anglaise.

Le premier en tête, c'est le prince de Galles, débarqué à Montréal, au quai Jacques-Cartier, le 21 août 1860. Il avait fait le voyage à bord de la frégate à vapeur *Hero*. Son arrivée prenait une importance d'autant plus grande qu'il s'agissait de la première visite d'un membre de la famille royale dans une « colonie ». Le but principal de la visite? L'inauguration du premier pont Victoria, dont les travaux de construction avaient débuté en juillet 1854. De forme tubulaire mais occupant le même emplacement que l'ouvrage actuel, ce premier pont Victoria était réservé exclusivement aux trains.

Cette visite, comme celles du prince de Connaught en octobre 1869 et du prince Lorne et de la princesse Louise en décembre 1878, avait précédé la fondation de LA PRESSE. Depuis son tout premier numéro, LA PRESSE a toutefois eu l'occasion de traiter souvent dans ses pages de visites royales, la première remontant à octobre 1901, alors que le duc de York (le futur roi George V) était venu inaugurer le « nouveau » pont Victoria.

La visite de 1939

La visite qui a reçu le plus de publicité est probablement celle du roi George VI et de la reine Elizabeth, en mai 1939. Comme le rapporte LA PRESSE de l'époque, les Montréalais s'étaient massés par dizaines de milliers sur le parcours afin de saluer le couple royal pendant quelques secondes... après une attente qui avait parfois duré quelques heures. C'était encore la belle époque, celle où les Montréalais pouvaient s'approcher des souverains sans courir le risque de se faire bousculer par des gardes du corps.

Outre le prince de Galles en août 1927 et le duc de Kent en août 1941, Montréal a également accueilli à maintes reprises la

reine d'Angleterre actuelle. Elle est venue en octobre 1951 alors qu'elle était toujours princesse, en 1959 pour l'inauguration de la Voie maritime, en 1961, en 1967 à l'occasion de l'Expo, et, bien sûr, en 1976 alors qu'elle a présidé la cérémonie d'ouverture des Jeux de la 21e olympiade.

Parmi les autres visiteurs royaux qui ont placé Montréal sur leur itinéraire, mentionnons la reine Marie de Roumanie en octobre 1926, le prince Olaf de Norvège en janvier 1941, le roi Georges II de Grèce en juin 1942, le roi Pierre de Yougoslavie en juillet de la même année, la reine Wilhelmine de Hollande un mois plus tard, le shah d'Iran en mai 1965 et le roi Baudouin de Belgique en octobre 1966.

Evidemment, c'est l'exposition universelle de 1967 qui a fourni l'occasion au plus grand nombre de membres de familles royales de visiter Montréal: l'empereur Haïlé Sélassié, d'Éthiopie, le prince Albert et la princesse Paola, de Belgique, la reine Juliana et le prince Bernhard, de Hollande, la princesse Ashraf Pahlavi, sœur jumelle du shah d'Iran, la princesse Alexandra d'Angleterre, le roi Bhuminal Adulyadej et la reine Sirikit, de Thaïlande, la reine Elizabeth et le duc d'Edimbourg, le prince et la princesse Takamatsu, du Japon, le prince Rainier et la princesse Grace, de Monaco, le

shah Mohammed Reza Pahlavi, d'Iran, le roi Constantin, la reine Anne-Marie et la princesse Irène, de Grèce, la princesse Margrethe, du Danemark, la princesse Christina, de Suède, le prince Harald, de Norvège, la princesse Margaret et lord Snowdon, d'Angleterre, ainsi qu'une brochette fort impressionnante de chefs d'État, chefs de gouvernement et maires.

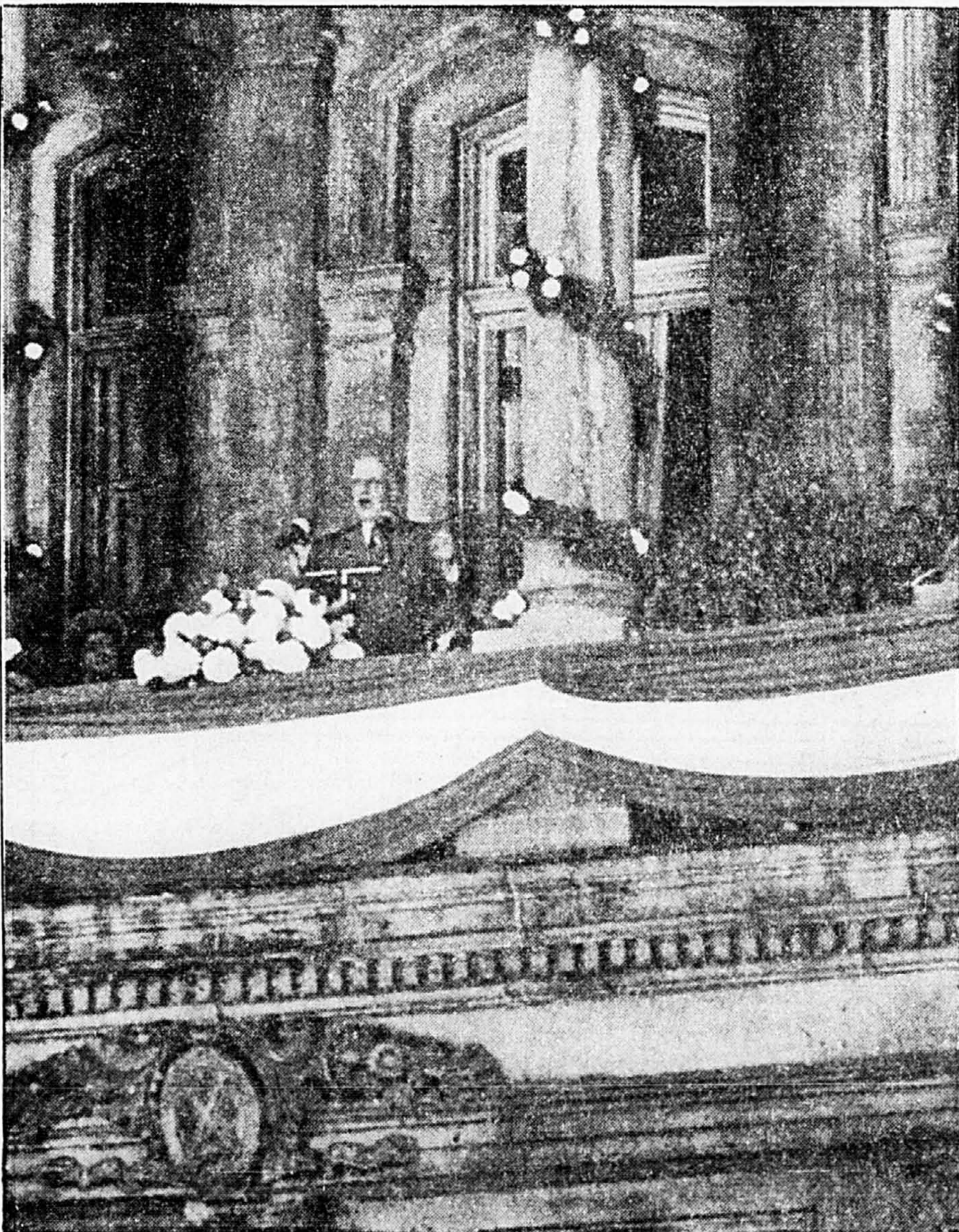
De Gaulle et Churchill

La liste complète de tous les hauts personnages qui ont visité Montréal serait évidemment trop longue. Signalons-en deux qui ont visité Montréal à plus d'une occasion: Winston Churchill et le général de Gaulle.

Churchill est venu à Montréal à deux reprises au moins, soit en décembre 1900 pour entretenir les Canadiens de la guerre des Boers, et en août 1929. Quant au général de Gaulle, il était venu une première fois en juillet 1941, à peine un mois après le débarquement de Normandie. Il était de retour en avril 1960, moins de deux ans après avoir été reporté au pouvoir à la suite des événements d'Algérie. Puis, une dernière fois en juillet 1967, alors qu'il avait lancé son fameux « Vive le Québec libre! » du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, cri qui n'avait laissé personne indifférent des deux côtés de la barricade, comme on s'en souvient.



Elizabeth II n'était encore que princesse lors de sa première visite à Montréal en octobre 1951. Elle est ici flanquée de Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal (et futur prince de l'Église), et du maire Camillien Houde.



Le général Charles de Gaulle, président de la République française, au moment où il lançait son fameux « Vive le Québec... libre! » du balcon de l'hôtel de ville de Montréal.



Cette photo assez exceptionnelle a été prise à l'occasion de l'inauguration officielle du deuxième pont Victoria, en octobre 1901, par le duc de Cornwall et de York, le futur roi George V. De gauche à droite, au premier rang: la duchesse et le duc, Joseph Hobson, ingénieur en chef du Grand Tronc, W.D. Robb, surintendant du service de la traction, et J.W. Laud, chef du service des marchandises.

La « grande visite »

Montréal, la ville des grands événements

Les grands événements internationaux, ça nous connaît à Montréal. Hier, sur le circuit Gilles-Villeneuve, avait lieu le plus grand spectacle au monde de la course automobile : le Grand Prix du Canada de formule un. En septembre prochain, ce sera la visite du pape Jean-Paul II. Il y aura aussi le Marathon international de Montréal. Puis le Festival des films du monde. Puis le volet montréalais des festivités de Québec 1534-1984. Puis, puis, puis...

MICHEL GIRARD

Au chapitre des événements internationaux, Montréal n'a vraiment rien à envier aux autres grandes villes du monde. Même Toronto n'a pas réussi à devancer Montréal sur ce point.

Cette couronne, on la doit en grande partie au maire Jean Drapeau qui, au cours de sa longue carrière à la tête de Montréal, a su mettre SA ville « sur la carte »... sans toujours, hélas, diront ses détracteurs, se préoccuper de la facture.

Le Congrès eucharistique

Mais, le premier grand événement a eu lieu bien avant l'ère Drapeau. Le 21^e Congrès eucharistique, qui se déroula à Montréal du 9 au 11 septembre 1910, rassembla à l'église Notre-Dame, pour l'ouverture, pas moins de 15 000 personnes. Parmi les orateurs : le cardinal Logue, Mgr Ireland, Mgr Touchet, sir Wilfrid Laurier et sir Lomer Gouin.

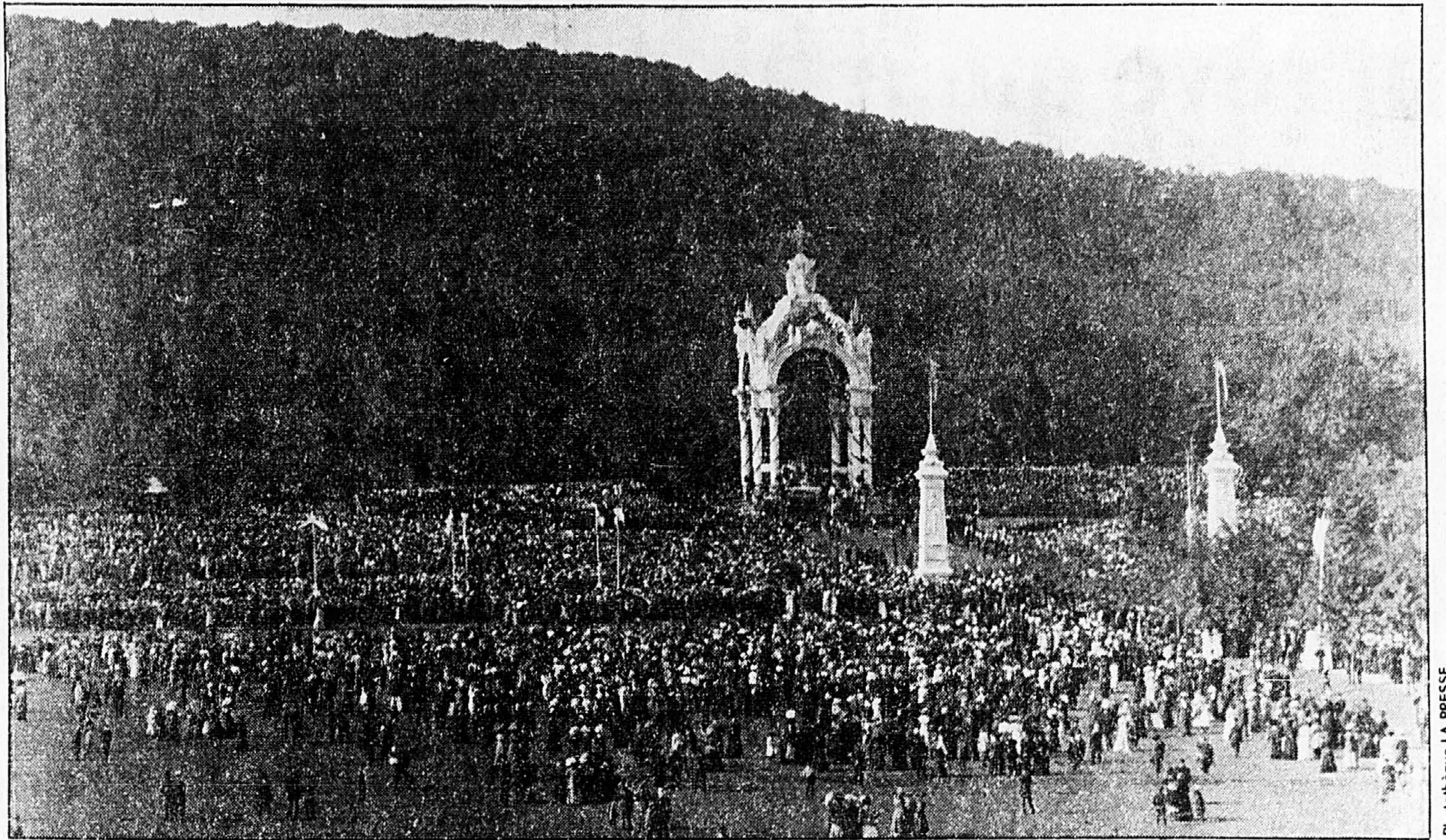
Le congrès s'était terminé par une gigantesque procession qui avait couvert la rue de plus de 600 000 fidèles, y compris des milliers et des milliers de touristes américains et canadiens des autres provinces.

Le 11 septembre prochain, alors que le pape Jean-Paul II sera parmi nous, on fêtera le 74^e anniversaire de ce mémorable événement. Le Saint-Père rappellera ce congrès au cours d'une messe solennelle qu'il célébrera au parc Jarry.

Après le 21^e Congrès eucharistique, les Montréalais ont dû attendre plusieurs décennies avant de connaître de nouveau l'euphorie des grands événements.

L'Expo

Ils ont attendu, en fait, jus-



Le Mont-Royal a bien changé depuis qu'on y a célébré la messe lors du Congrès eucharistique international de Montréal, en septembre 1910. À l'époque, on parlait de ce congrès comme du « plus grand événement religieux du pays et même de toute l'Amérique ».

qu'au 27 avril 1967, jour de l'inauguration d'Expo 67, dont le thème était « Terre des Hommes ».

Expo 67 dura six mois et connut un succès sans précédent dans les annales des expositions universelles. Onregistra un record d'assistance : 50,3 millions de visites, 11,5 millions de personnes. Ce fut un succès à tous points de vue. L'industrie touristique au Québec connut la période la plus florissante de son histoire.

La seule ombre au tableau : le déficit de \$250 millions. Heureusement pour les Montréalais, le fédéral en paya la moitié, tandis que le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se parta-

gèrent l'autre à parts égales. Il faut dire que, si l'Exposition avait coûté très cher, elle avait rapporté en taxes d'énormes revenus aux différents paliers de gouvernement.

Grâce à Expo 67, Montréal devint célèbre dans le monde entier, tout comme son maire d'ailleurs. Et c'est probablement pour entretenir la nostalgie de ces six mois inoubliables que l'administration Drapeau assure la permanence de Terre des Hommes depuis 1968 — avec plus ou moins de succès d'ailleurs.

Les Jeux olympiques

À l'été de 1976, le maire Drapeau donnait à ses Montréalais un autre grand événement inter-

national : les Jeux olympiques, un grandiose festival sportif d'une durée de 15 jours.

Il s'agissait là d'un événement qui devait couronner la réputation internationale de Montréal. L'apport des Jeux aux recettes touristiques : entre \$123 et \$216 millions pour l'ensemble du Canada, dont la moitié serait restée à Montréal. La petite gymnaste Nadia Comaneci nous avait éblouis par la perfection de ses performances. Un excellent spectacle sportif dans l'ensem-

Mais la 21^e Olympiade se termina par un scandale dont les dessous nous furent dévoilés par une commission d'enquête prési-

dée par le juge Albert H. Malouf. Les Jeux avaient entraîné un incroyable déficit d'un milliard de dollars, déficit que les Montréalais et l'ensemble des Québécois paient et continueront de payer pendant nombre d'années.

Le maire Drapeau, qui avait promis de répondre au juge Malouf dans un livre sur la petite histoire des Jeux olympiques de 1976, n'a jamais tenu promesse. Une promesse qui date maintenant de quatre ans !

Autres initiatives

Montréal a été la scène en 1978 d'un autre grand événement international : le Grand Prix du Canada, organisé par la brasserie Labatt. Puis Serge Arsenault

nous a amené le Marathon international de Montréal en 1979. Ce sont là deux événements qui reviennent à chaque année. Et en 1980, c'étaient les Florales : un succès sans cauchemar financier (Québec avait le contrôle des dépenses).

Montréal a bien tenté de présenter des championnats du monde ou des rencontres à caractère international dans le domaine des sports dits « amateurs », mais sans trop de succès. Tous ou presque, depuis le championnat du monde d'escrime jusqu'à la coupe du monde d'athlétisme, en passant par les championnats de boxe, se sont soldés par des demi-succès, sinon des échecs.

FÉLICITATIONS À LA PRESSE!



Simpsons
rend hommage
au plus grand
quotidien français
de l'Amérique du Nord.

La Presse fête cette année son centenaire. Nous désirons souligner notre reconnaissance pour la précieuse collaboration qu'ils nous ont apportée au cours de ces longues années. Nous leur souhaitons un succès inégalé pour encore cent ans de reportage professionnel.

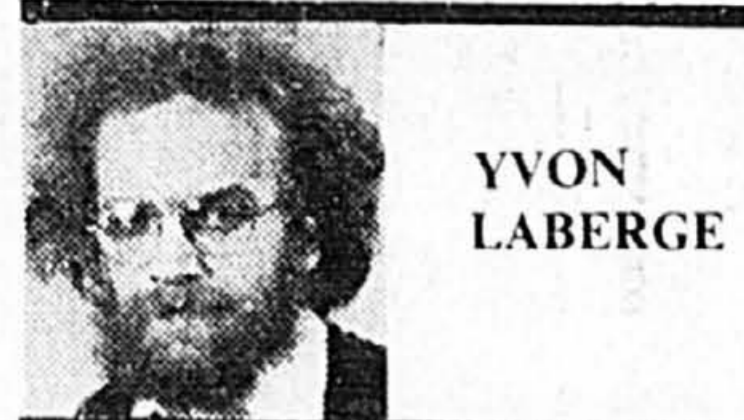
Simpsons^{MD}

La vie de quartier

La cité modèle de Maisonneuve, un rêve qui a bien failli se réaliser

Maisonneuve, jardin de Montréal... Maisonneuve, Pittsburgh du Canada.

C'est ainsi que les dirigeants municipaux de Maisonneuve définissaient leur ville industrielle en 1917, tout juste un an avant que la fusion avec Montréal ne se concrétise, fusion rendue nécessaire par l'endettement de la municipalité qui avait préconisé des politiques de grandeur.



YVON LABERGE

Avant 1910, le développement de la ville se fait selon les normes usuelles : égouts, aqueduc, voirie, etc. Les édifices publics sont modestes. En fait, tout pour répondre aux besoins de la population, mais sans plus.

Mais, à partir de 1910, sous l'influence de deux tendances qu'on appelait le « City Beautiful » aux États-Unis et le « Garden City » en Angleterre, les administrateurs municipaux cherchent à innover.

Il y a alors à Maisonneuve un homme qui partage d'emblée cette nouvelle philosophie. Il s'agit de Marius Dufresne, ingénieur. Il deviendra l'ingénieur municipal de Maisonneuve à l'aube de 1910.

M. Dufresne rêve de faire de sa ville le « phare » de l'Est de l'île de Montréal et juge qu'il faut, pour ce faire, un parc capable de rivaliser avec le Mont-Royal, un grand boulevard qui traversera l'île du nord au sud et des édifices municipaux grandioses.

Les projets de Dufresne reçoivent un accueil sympathique de la part du conseil municipal, alors dirigé par le maire Alexandre Michaud, élu une première fois en 1909, puis en 1911 et 1913.

Un premier projet, l'hôtel de ville

Le premier projet retenu est celui de doter Maisonneuve d'un nouvel hôtel de ville. Il sera construit rue Ontario, entre Pie IX et Desjardins. Le contrat est accordé au cours de l'été 1910 et les travaux se termineront à la fin de 1911. La façade est décorée de colonnes grecques et de lampadaires. Deux portes en bronze permettent d'accéder à l'intérieur.

Au moment où s'ouvre le nouvel hôtel de ville, en 1912, débutent les travaux de construction du marché public qu'on trouve encore aujourd'hui, rue Ontario, à l'extrémité nord du boulevard Morgan. Il sera inauguré en septembre 1914 et aura coûté \$261 347 aux contribuables.

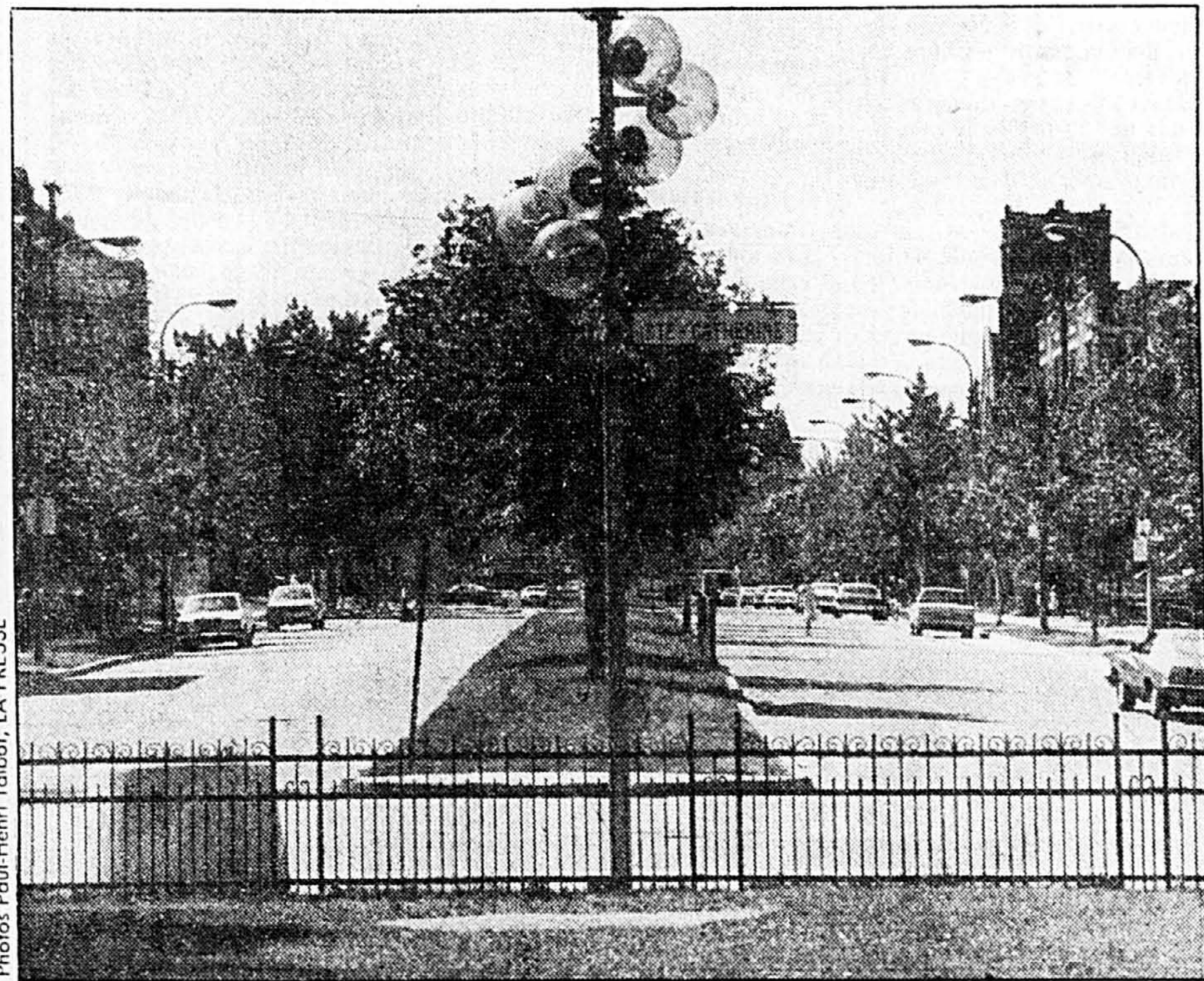
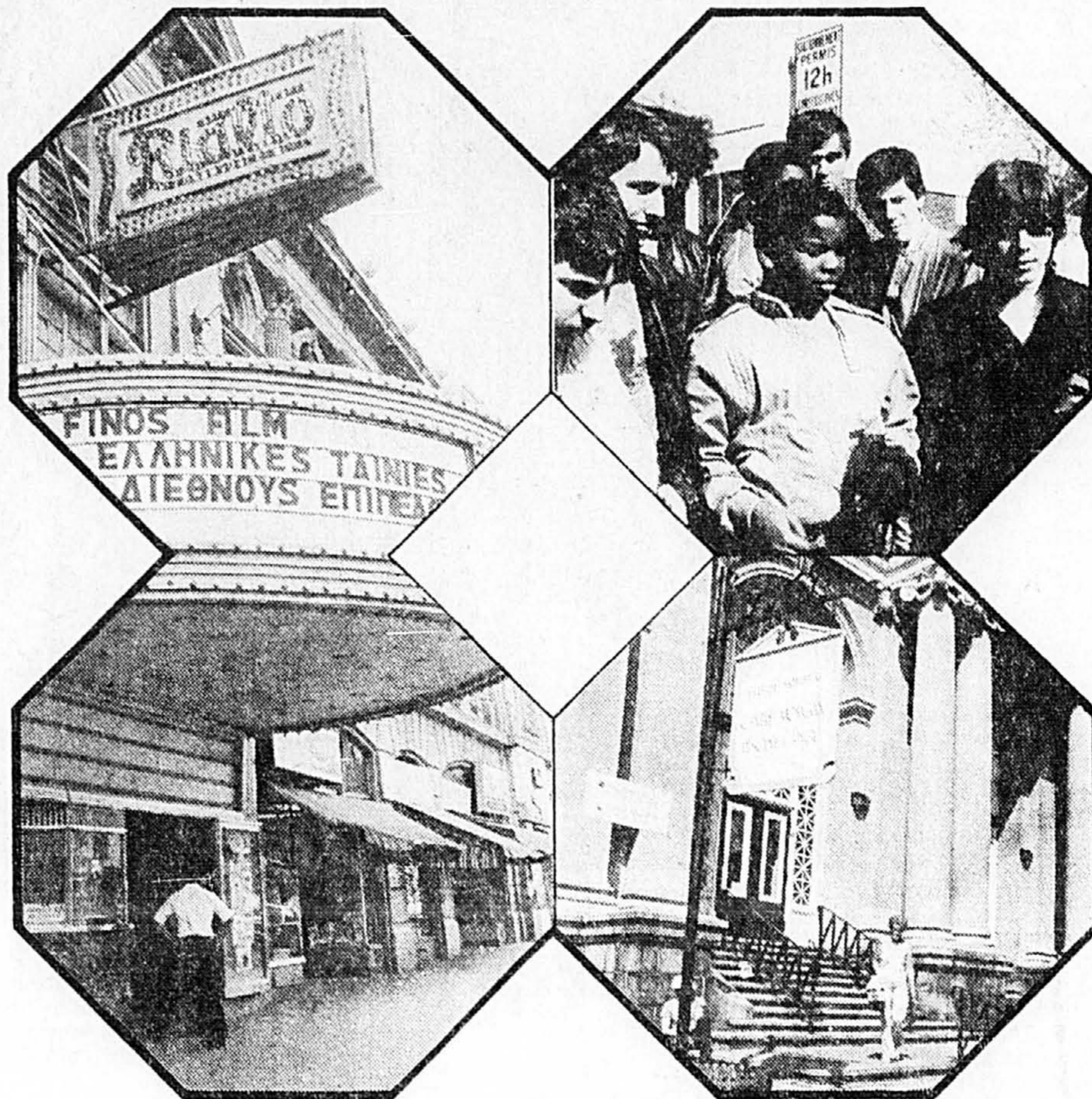
Vient ensuite, en 1914, la cons-

truction d'un bain public et d'un gymnase, boulevard Morgan, autre édifice grandiose qui, lorsque inauguré en 1916, aura coûté \$215 000. Toujours en 1914, on décide de reconstruire la caserne de pompiers à l'angle de Notre-Dame et Létourneau. Elle est l'oeuvre de Marius Dufresne lui-même et coûtera \$142 000.

Après la construction d'édifices publics, les dirigeants de Maisonneuve se préoccupent d'aménagement urbain. On commence par la création du parc Maisonneuve. Il aura 600 acres et, en 1917, son coût sera estimé à \$7,8 millions, intérêts et autres dépenses. L'achat du terrain, à lui seul, devait coûter \$6,4 millions.

Et il y a les grands boulevards, d'abord le boulevard Pie IX. Marius Dufresne rêve d'en faire un grand boulevard orné d'arbres où les bourgeois installeront leurs résidences cossues. Il a des projets aussi pour la rue Sherbrooke et le boulevard Morgan.

Et pour compléter le tout, on adopte un nouveau règlement de zonage à la mesure de Maisonneuve. Marius Dufresne et son frère se construisent un petit palais à l'angle sud-ouest de la rue Sherbrooke et du boulevard Pie IX. Il prendra le nom de château Dufresne. Non loin, aujourd'hui, s'élève un certain stade dans un certain Parc olympique...



Le boulevard Morgan. Un boulevard qui a le défaut de ne mener nulle part, ne servant en somme qu'à relier deux des principales artères est-ouest du quartier, les rues Sainte-Catherine et Ontario. Il n'est flanqué que de trois pâtés de maisons, mais on y trouve tous les édifices importants du secteur.



Au début des années 10, Marius Dufresne rêvait de recréer à Montréal, avec grands boulevards et parcs majestueux, ce qu'on connaissait sous le nom de « City Beautiful » aux États-Unis et de « Garden City » en Angleterre. Parmi ses réalisations, le marché Maisonneuve, inauguré en septembre 1914.



Une rue de ce petit paradis résidentiel créé près du centre-ville, et dont le citoyen le mieux connu s'appelle Jean Drapeau...

Cité Jardin : des maisons de \$4 500...

Au cours d'un voyage en Suède de quelque temps avant la Deuxième Guerre mondiale, un promoteur immobilier montréalais du nom d'Auguste Gosselin avait découvert le logement coopératif et était rentré au pays avec l'intention d'offrir le concept à ses concitoyens désireux d'acquiescer une maison à un prix raisonnable.

Dans un premier temps, il fonde donc l'Union économique d'habitation, organisme qui servira de tremplin en 1942 à la coopérative; toujours sans but lucratif, son rôle consistera à construire des maisons pour les membres. Et comme la construction devait commencer au cours de l'année du troisième centenaire de fondation de Montréal, le projet prend tout naturellement le nom de Cité Jardin du Tricentenaire.

Dans un deuxième temps, il fallait choisir un terrain propice à un projet de grande envergure puisqu'on prévoyait y construire 200 maisons; elles seraient situées en bordure de rues presque toutes sans issue pour diminuer la circulation automobile et complétées par un centre communautaire offrant tous les services requis par une communauté se voulant autonome, conformément au plan d'urbanisme imaginé avec soin par l'architecte Jean Gagné. La coopérative jette alors son dévolu sur un immense champ sans le moindre arbre, délimité par les

boulevards Rosemont et de l'Assomption, et les rues Sherbrooke et Viau.

Le coût? On le souhaite raisonnable, cela va de soi, et de premier abord l'objectif semble être atteint puisque les quatre modèles de maisons de six et huit pièces sont offerts à des prix variant de \$4 500 à \$7 500.

Précurseur des entreprises domiciliaires qui ont surgi aux quatre coins de la région montréalaise par la suite, Cité-Jardin est malheureusement tombée dans l'oubli à peine trois ans plus tard, alors qu'on n'avait construit qu'une centaine de maisons.

La raison? La principale est sans doute le moment choisi pour lancer le projet: la guerre rendait l'approvisionnement en matériaux de construction fort difficile et très coûteux, de sorte qu'il fallait augmenter les prix des maisons considérablement (de \$4 500 à \$7 500) au grand désespoir des membres. Et comme il arrive souvent dans de telles situations, la bisbille s'installa dans l'organisation, qui cessa ses activités tout juste après la guerre.

Ironie du sort, si le projet s'était concrétisé tel qu'on l'avait élaboré, ce sont de coquettes et modestes maisons que l'on trouverait le long de la rue Sherbrooke au lieu d'un Village olympique construit 30 ans plus tard au coût de \$100 millions...

La vie de quartier



Pointe-Saint-Charles a été le premier quartier ethnique de Montréal

Le 12 juin 1843 est longtemps resté gravé dans la mémoire de la communauté irlandaise de Montréal comme « le lundi rouge ». Ce jour-là, 3 000 immigrants irlandais font la grève contre les conditions de travail inhumaines dans les chantiers des canaux de Lachine et Beauharnois.

LAURIE ZACK
Collaboration spéciale

Ils dénoncent les journées de travail de 14 à 16 heures pour un salaire de deux shillings (25 cents), les prix exorbitants demandés dans les magasins des compagnies et les retards incessants dans la remise de la paie.

La troupe est envoyée et la Loi de l'émeute est lue au milieu des railleries et des sifflements. Les soldats ouvrent le feu, tuant six ouvriers. La grève est écrasée.

Les Irlandais ont été le premier gros groupe européen à immigrer à Montréal, après les Français et les Anglais. En 1847, ils arrivent en grand nombre, fuyant la famine et la peste. Des milliers d'entre eux n'ont pas le temps de traverser l'Atlantique : ils meurent comme des mouches, du typhus, dans les « bateaux cercueils » quittant Cork et Derry. Les corps sont jetés dans des fosses ouvertes près des quais de Pointe-Saint-Charles.

Malgré cette précaution, l'épidémie se répand dans le quartier. Des gardes armés bloquent l'entrée des ponts pour essayer de circonscrire la maladie à la Pointe, où 7 000 personnes mourront. Des organisations de secours sont créées dans tout Montréal. Des familles généreuses prennent en charge les milliers d'orphelins.

C'est dans ces conditions pénibles que Pointe-Saint-Charles devient le premier quartier ethnique. Les immigrants irlandais travaillent dans les chantiers maritimes, construisent les canaux ou sont employés à l'usine

de savon Robert Griffin. La zone autour de l'usine est baptisée Griffintown, un nom toujours utilisé par plusieurs Montréalais d'origine irlandaise.

Une ville cosmopolite

Dès le début du 20^e siècle, Montréal devient rapidement une ville cosmopolite alors que se succèdent des vagues d'immigrants fuyant la famine, les soulèvements politiques et la peste en Europe.

En 1900, 6 000 Juifs débarquent dans le port de Montréal, chassés par les pogroms en Europe du Centre et de l'Est. En 1916, ils sont plus de 30 000.

Ils s'installent d'abord sur Craig, Saint-Georges et Notre-Dame. Plusieurs trouvent leur premier emploi dans les chantiers de ferraille de Griffintown et dans les ateliers ferroviaires, ou sillonnent les rues comme marchands ambulants. Certains des nouveaux arrivés sont tailleurs ou fourreurs.

Petit à petit, la population juive se déplace vers le nord le long de la rue Saint-Laurent, puis Saint-Urbain, d'abord jusqu'à Sherbrooke et plus tard jusqu'à Van Horne.

Le *Jewish Herald*, le *Horn's Restaurant* — où se rassemblaient les travailleurs du vêtement —, le vaudeville au théâtre Hollywood et les sandwichs de renommée internationale de Wilensky sont devenus des traits culturels distinctifs toujours propres au quartier.

La petite Italie

La première vague d'immigrants italiens, en 1905, provenait de Naples, de Calabre, de Sicile, des Abruzzes et de Campobasso. Beaucoup d'entre eux venaient travailler pour le Grand Tronc ou pour le Canadien Pacifique. Les agents de main-d'oeuvre de la communauté — les « banchieri » — trouvaient aux chômeurs des emplois à \$2,50 par semaine.

Plus tard, l'agrandissement de la ville créa de nouveaux em-

ploi : il fallait paver les nouvelles rues, poser les tuyaux d'égout, construire les maisons. Plus fortunés, les Italiens quittèrent le bas de la ville, où ils s'étaient d'abord établis.

Au nord de Jean-Talon s'étendaient des terres encore non développées. Les femmes pouvaient aller y cueillir de la « verdura » et les hommes, des baies pour faire du vin. On pouvait s'y adonner au jardinage, passe-temps favori de plusieurs.

Avec le temps, la « petite Italie » prit forme entre les rues Jean-Talon, Beaubien, Drolet et Marconi. Même si plusieurs Montréalais d'origine italienne vivent maintenant à Montréal-Nord, le quadrilatère est toujours connu pour ses marches, ses restaurants, ses épicerie et ses cafés bien typiques.

Les Grecs, eux, ont marché dans le sentier tracé par les Juifs et les Italiens. Les premiers immigrants, arrivés peu avant la Première Guerre, se fixèrent dans le bas de la ville.

La communauté hellénique migra graduellement le long de la rue Saint-Laurent, au nord de Sherbrooke. Le quartier qui rayonne autour des rues du Parc et Mont-Royal est devenu « la petite Athènes ». Dans les cafés, les « kafeneions », ils peuvent danser la bouzoukia et jouer au backgammon. Chaque année, le 25 mars, une parade marque l'indépendance de la Grèce.

Quant aux premiers immigrants chinois, ils commencèrent à arriver à Montréal en 1881. Lorsque la construction du chemin de fer tira à sa fin en Colombie-Britannique, plusieurs ouvriers vinrent s'établir à Montréal dans l'espoir de se trouver un emploi dans les sièges sociaux des compagnies ferroviaires.

En 1900, plus de 6 000 d'entre eux vivaient dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Laurent, Chenneville, Dorchester et Vitrié.

Un sociologue canadien-chinois, Ron Con, a écrit : « Le Chinatown est né de deux phénomènes : la solitude et la peur. » Isolés par la langue et la culture, séparés de leur famille proche par la Loi fédérale sur l'exclusion des Chinois, ces derniers s'agrippèrent à leur culture.

Au cours des 50 dernières années, d'importantes sections du quartier chinois ont été détruites par des projets tels que le complexe Guy-Favreau ou le Palais des congrès. Il ne reste plus qu'environ 300 résidents des 5 000 qui y vivaient dans les années 50. Les week-ends, toutefois, les Montréalais chinois envahissent les restaurants le long de la rue Lagachetière pour le traditionnel repas familial.

Les communautés oubliées

D'autres communautés, en raison de leur nombre moins important, sont parfois ignorées des Montréalais. C'est le cas des Canadiens noirs, dont les premiers représentants sont pourtant arrivés dans la métropole presque en même temps que les Français. Dès 1630, des esclaves malgaches travaillaient comme domestiques dans des familles de Ville-Marie. Le dernier esclave fut vendu ici en 1797.

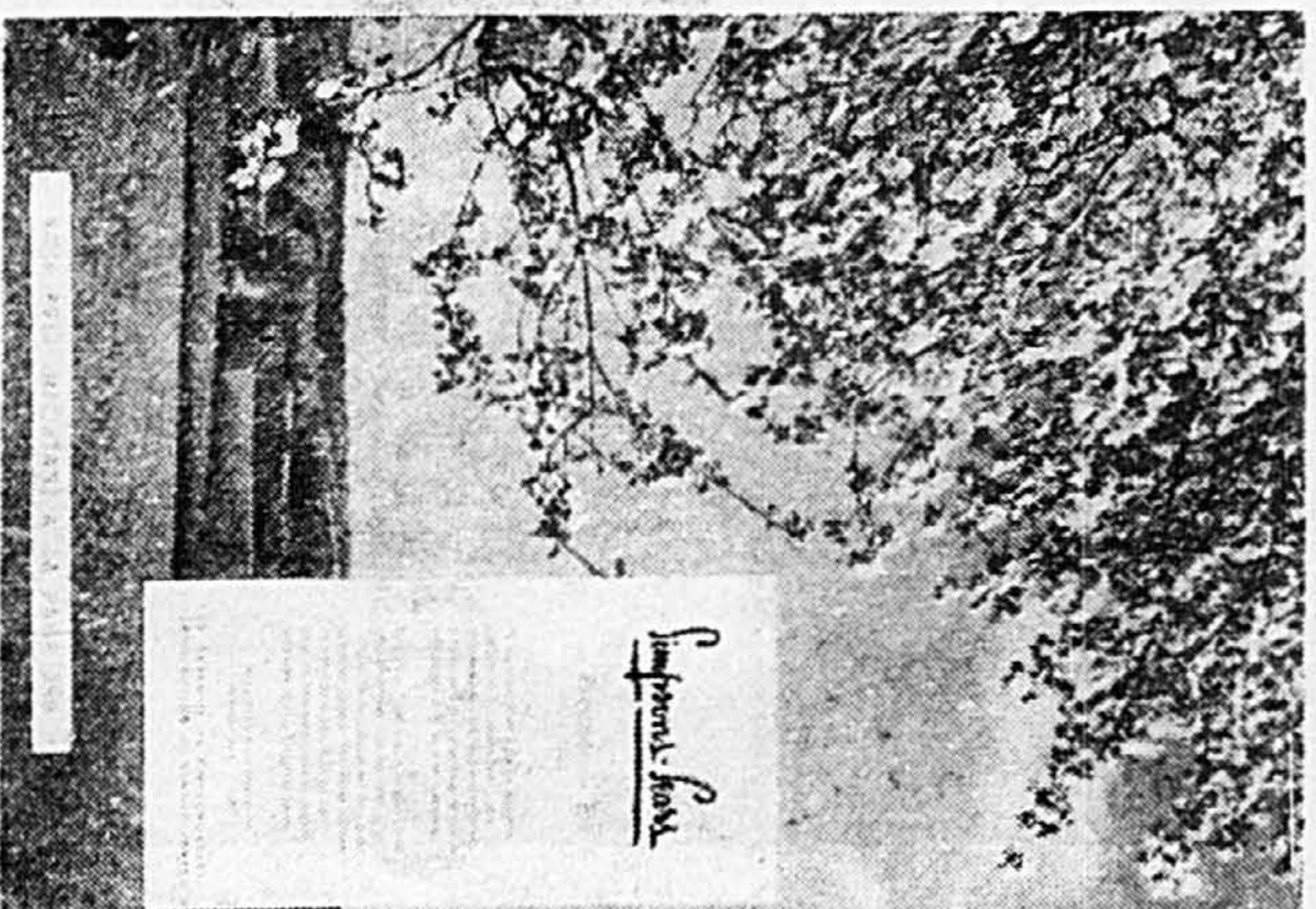
Par la suite, plusieurs Noirs américains, fuyant l'esclavagisme, ont abouti à Montréal et ont créé une petite communauté dans l'Ouest de la ville. En 1907, ils fondaient leur première église. Plus tard, une autre communauté noire se développait dans Côte-des-Neiges. L'arrivée massive des Haïtiens a porté la population noire de Montréal à 80 000 personnes.

La communauté portugaise, concentrée près du boulevard Saint-Laurent, entre Sherbrooke et Mont-Royal, est relativement récente. Elle s'est essentiellement constituée après la dernière guerre, alors que des milliers d'hommes et de femmes fuyaient la pauvreté, la dictature et les guerres coloniales.



La Presse a 100 ans! Sears est heureux de souligner ce grand événement

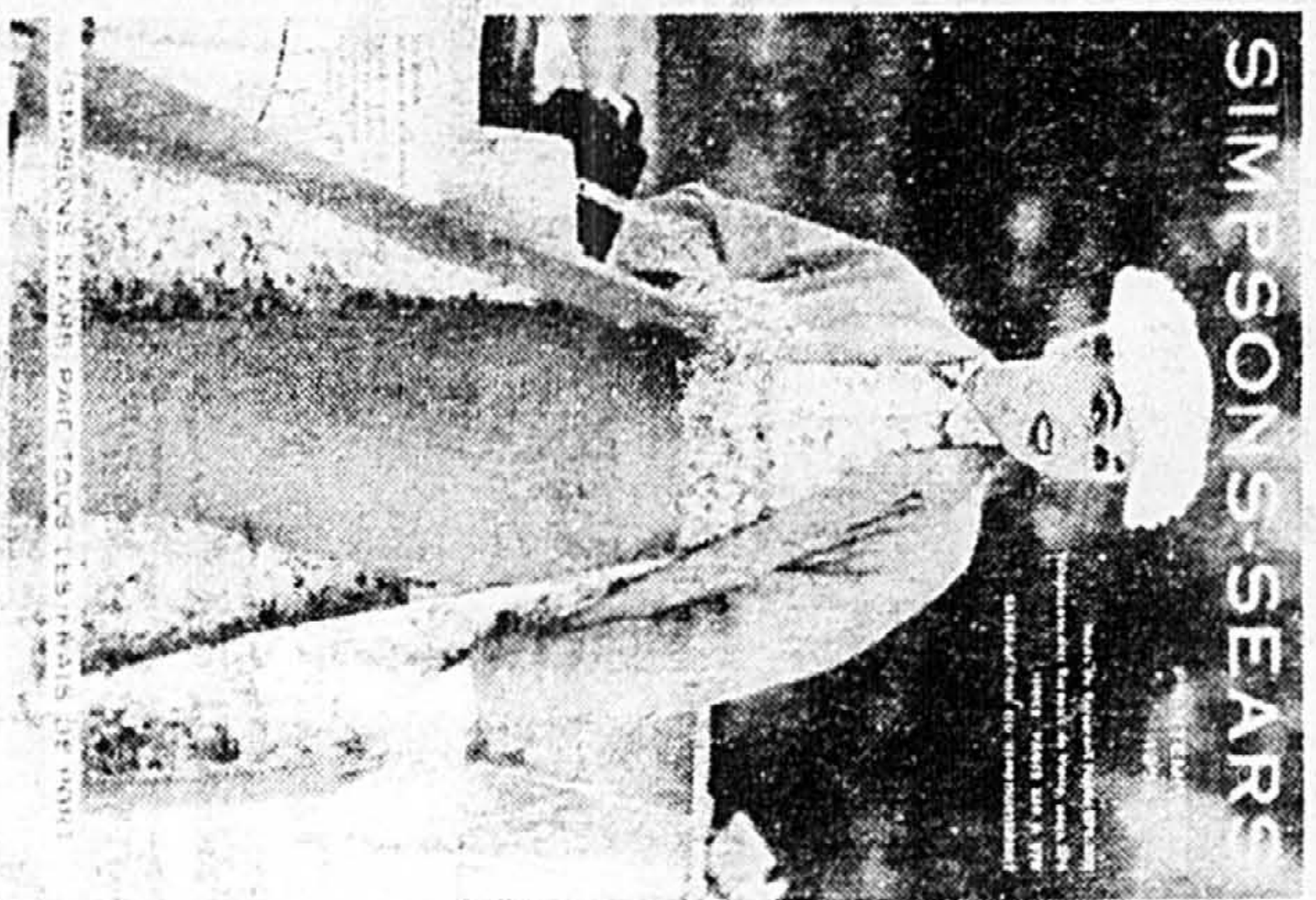
Depuis 31 ans Sears est au service
de sa clientèle avec ses 312
points de vente par catalogue
et ses 13 magasins au Québec.



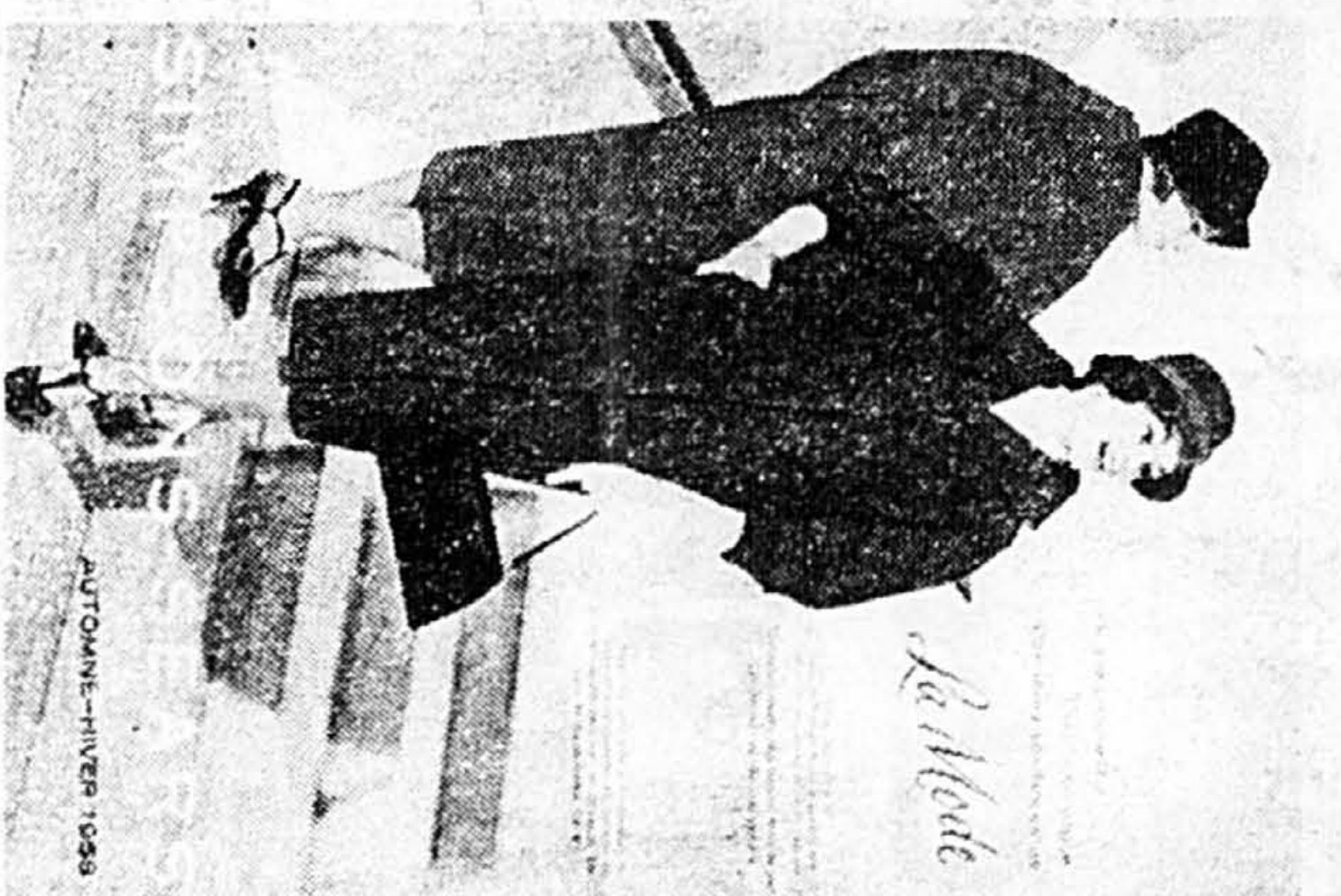
Printemps/été 1953



Automne/hiver 1953



Printemps/été 1958



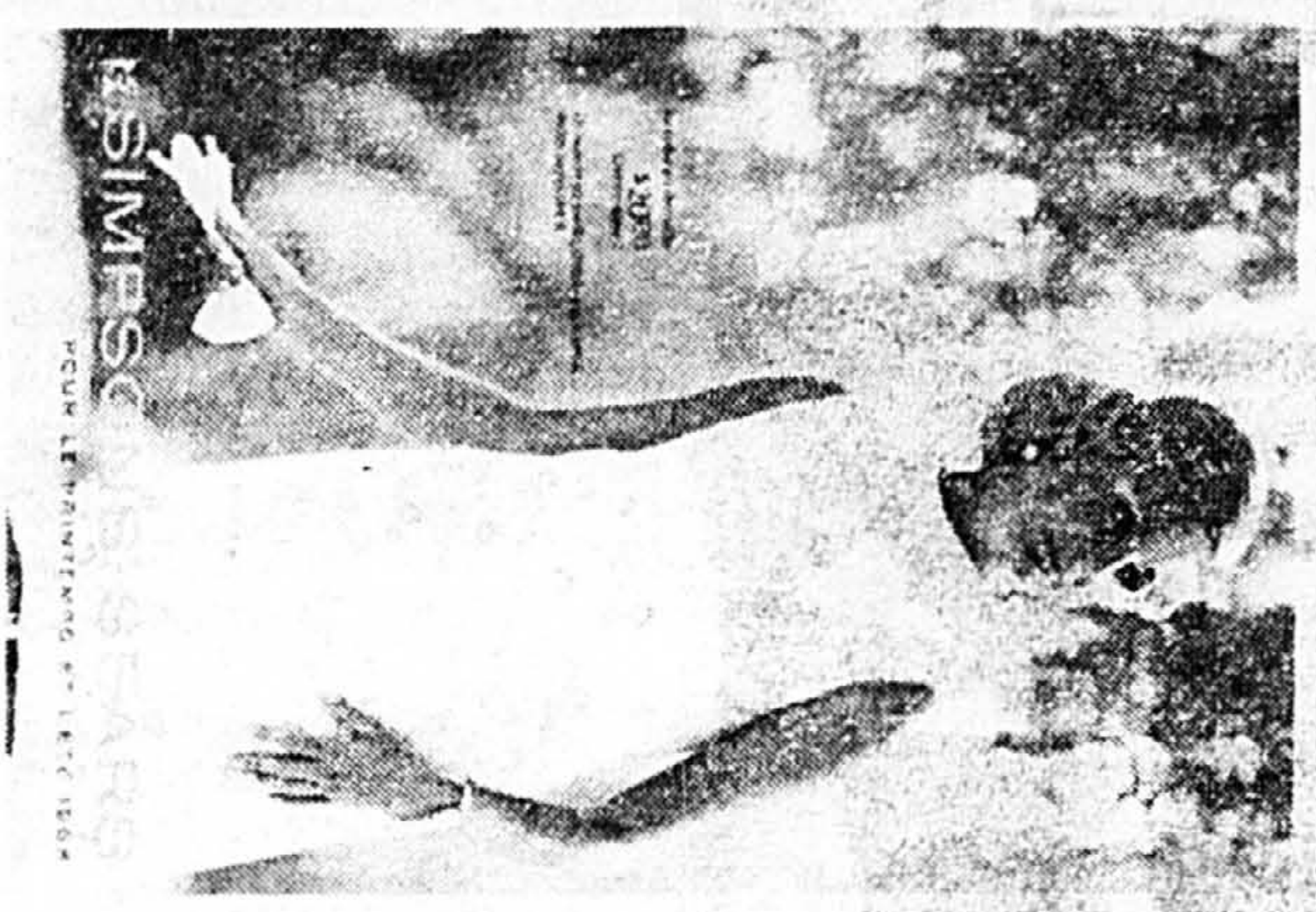
Automne/hiver 1958



Printemps/été 1963



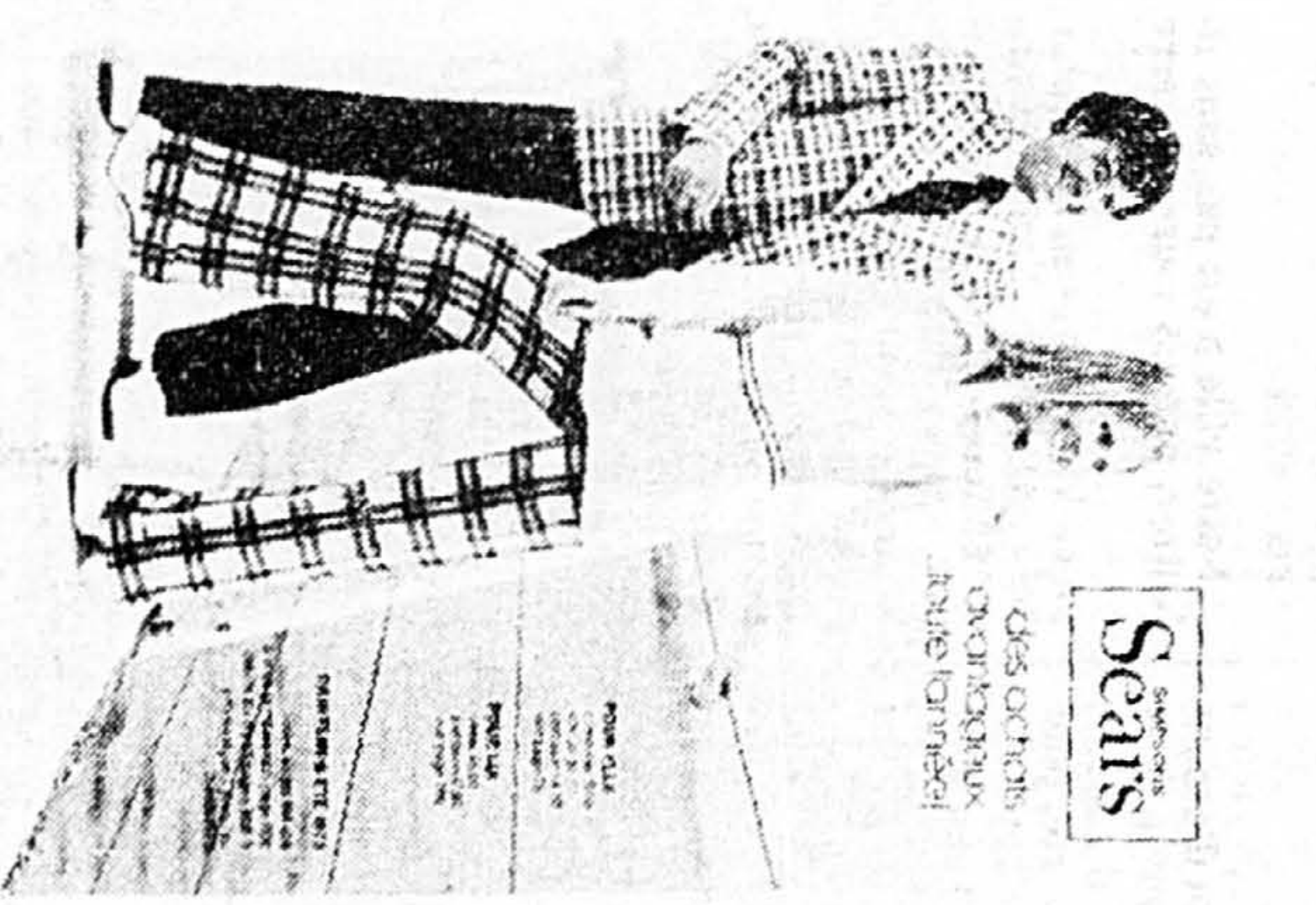
Automne/hiver 1963



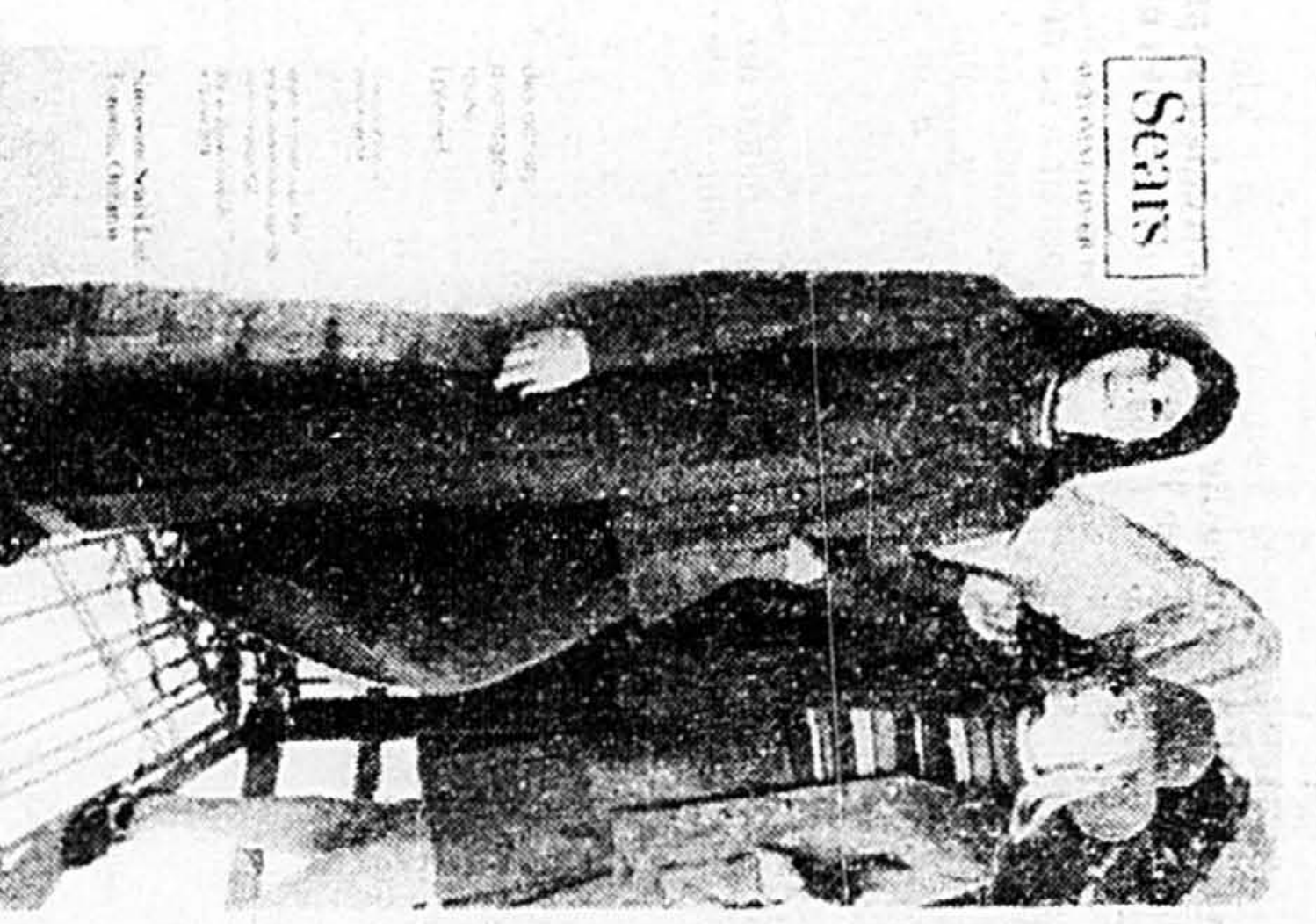
Printemps/été 1968



Automne/hiver 1968



Printemps/été 1973



Automne/hiver 1973



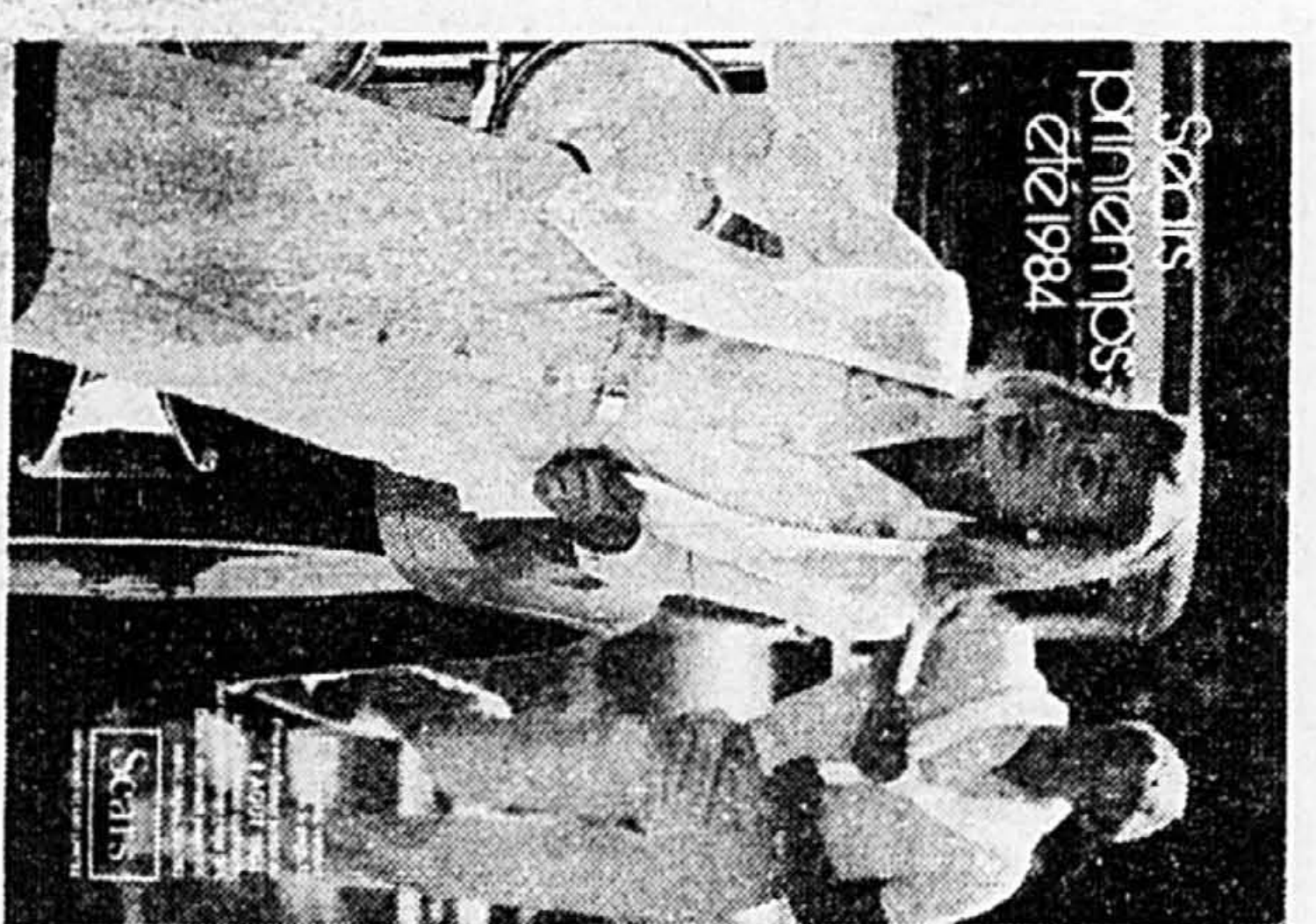
Printemps/été 1978



Automne/hiver 1978



Printemps/été 1983



Printemps/été 1984

Sears

vous en avez pour votre argent... et plus